

Gilles Candar
Jean-Numa Ducange
Vincent Duclert
Marion Fontaine
Emmanuel Jousse

Jaurès, du Tarn à l'Internationale

Jaurès, du Tarn à l'Internationale

Gilles Candar
Jean-Numa Ducange
Vincent Duclert
Marion Fontaine
Emmanuel Jousse

SOMMAIRE

Préface	5
Gilles Candar	
Jean Jaurès entre Midi et Paris	9
Gilles Candar	
Conquérir la citadelle ?	
Jean Jaurès à la découverte du Nord-Pas-de-Calais	27
Marion Fontaine	
Jean Jaurès et la social-démocratie allemande.	
Confiance et doutes	45
Jean-Numa Ducange	
Les difficultés de l'Entente cordiale : les usages	
de la référence au <i>Labour</i> dans la SFIO de Jean Jaurès	63
Emmanuel Jousse	
Jean Jaurès et la Turquie.	
La féture des massacres arméniens	89
Vincent Duclert	

PRÉFACE

Gilles Candar

Cet essai propose des approches plurielles pour des questions d'aujourd'hui : du local à l'universel, comment agir utilement pour l'humanité ? Il trouve son origine dans une journée d'études organisée à la mairie du XVIII^{ème} arrondissement de Paris le 16 janvier 2010 par la Fondation Jean-Jaurès, avec le soutien de la Société d'études jaurésiennes et du Musée de l'histoire vivante. A l'occasion du 150^{ème} anniversaire de Jean Jaurès, il s'agissait de réfléchir à l'actualité de la pensée jaurésienne en étudiant son insertion dans les différents espaces dans lesquels son action s'est déployée, non sans évolution ni contradiction. Cette commémoration se refusait à être

Gilles Candar est professeur d'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans) et il préside la Société d'études jaurésiennes. Il coordonne l'édition des *Ceuvres de Jean Jaurès* aux éditions Fayard. En février 2010, il a publié avec Guy Dreux *Une loi pour les retraites*, aux Editions Le Bord de l'eau, et il est l'auteur avec Manuel Valls de *La gauche et le pouvoir. Juin 1906 : le débat Jaurès-Clemenceau* (Fondation Jean-Jaurès, août 2010).

une célébration convenue. Elle voulait saisir l'occasion de réfléchir avec sympathie et rigueur sur les principes et les linéaments d'une action et d'une pensée socialiste, prises dans leur sens le plus large. Selon un de ses propos les plus fréquemment cités, Jean Jaurès lui-même nous invite à préférer « la flamme » à « la cendre » du « foyer des aïeux » afin d'en être « les vrais héritiers ».

Comme Marion Fontaine le fait pour le Nord-Pas-de-Calais, je me suis donc efforcé de situer rapidement Jean Jaurès dans ses va-et-vient entre le Midi et Paris qui évitent les clichés et raccourcis encore trop répandus pour montrer comment Jean Jaurès « exerce son métier » et « sait jouer sur les échelles » pour « dépasser à la fois l'enfermement localiste et la conception éthérée de la politique » (Marion Fontaine).

La dimension internationale est traitée par Jean-Numa Ducange pour les relations avec la social-démocratie allemande et Emmanuel Jousse pour celles avec les travaillistes britanniques. Les enjeux sont multiples et enchevêtrés :

comment régler les conflits en évitant la guerre ? Comment aussi organiser une stratégie démocratisant l'Europe et de quel socialisme parle-t-on dans les grands pays européens ? Vincent Duclert revient pour sa part sur la cause arménienne et l'épineuse question turque.

Ces articles retracent une histoire d'engagements, de confiance et de doutes, de difficultés assurément. Les historiens ouvrent des débats et il ne m'appartient pas ici de répondre à chacun. Au moins, ils donnent à voir l'ancienneté et la complexité de problèmes toujours actuels. Comment articuler l'approche européenne et l'internationalisme, la défense des droits de l'homme et ceux des peuples ? Faut-il intervenir, et comment, pour défendre les valeurs que nous estimons universelles et quelles sont les priorités du moment ? Jean Jaurès hésite, prend position, expose ses raisons. Elles ne s'imposent pas nécessairement à nous, mais il est utile de se rendre compte qu'elles existent et de les discuter vraiment. C'est à quoi nous invitons le lecteur, chacun de nous avec notre sensibilité et notre vérité propres.

Ces échanges d'historiens ont été prolongés par une rencontre entre représentants des divers partis politiques de gauche (PS, PRG, MRC, PG, PCF, NPA, Verts¹) qui ont échangé et confronté leurs analyses dans un débat animé par Eric Lafon, responsable des activités scientifiques du Musée de l'histoire vivante, à l'occasion de la clôture de l'exposition *Jaurès : 150 ans de modernité*², inaugurée par Daniel Vaillant et Pierre Mauroy le 9 novembre précédent.

JEAN JAURÈS ENTRE MIDI ET PARIS¹

Gilles Candar

Jean Jaurès est né à Castres et mort à Paris. Il est enterré à Albi, mais Paris reprend sa dépouille le 22 novembre 1924 pour la déposer au Panthéon où sont honorés les grands hommes de la nation. La panthéonisation suscitait alors des débats, mais le plus souvent d'ordre idéologique et politique, sans mettre en cause l'appartenance régionale de la sépulture. C'est différent aujourd'hui, d'Alexandre Dumas, que voulut en vain conserver

1. Chaque formation politique était représentée respectivement par Alain Bergounioux, Catherine Lalumière, Julien Landfried, Alexis Corbières, Roger Martelli, Samuel Joshua ; Jean-Vincent Placé pour les Verts était excusé. La séance des historiens avait été ouverte par une allocution de Daniel Vaillant, député-maire, et suivie d'un débat auquel prirent part des élus et militants parisiens ainsi que Paul Quilès, ancien député du Tarn.

2 Cette exposition a été réalisée pour la municipalité du XVIII^{ème} arrondissement par l'agence Mediris et le collectif *Au fond à gauche* en partenariat avec le Musée de l'histoire vivante de Montreuil-sous-Bois, la Société d'études jaurésiennes et la Fondation Jean-Jaurès, avec le soutien de *L'Humanité*.

1. La documentation de cet article doit beaucoup à Ulrike Brummert, *L'Universel et le particulier dans la pensée de Jean Jaurès. Fondements théoriques et analyse politique de la question méridionale en France*, Toulouse, Publications de l'université des sciences sociales de Toulouse, 1987, et à Jordi Blanc, *Jaurès e occitània*, Valdariás, Vent Terral editor, 1985. Cf. aussi la journée « Jean Jaurès » d'Albi (23 octobre 1982), dont les actes sont publiés dans *Jean Jaurès, bulletin de la Société d'études jaurésiennes (SEJ)* n° 94, juillet-septembre 1984.

Villers-Cotterêts, à Albert Camus gardé par Lourmarin. Quelques semaines seulement donc après la victoire électorale du Cartel des gauches le 11 mai 1924, la droite bataille modérément contre le transfert au Panthéon, acquis à la Chambre des députés par 346 voix contre 110 le 31 juillet 1924, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Jean Jaurès². Les délibérations montrent surtout les divisions au sein de la gauche, entre radicaux et socialistes d'un côté et communistes de l'autre, qui se répètent avec éclat lors de la cérémonie du 23 novembre 1924. Ce débat aujourd'hui est clos, et Jean Jaurès nationalisé à tel point que toutes les familles politiques, certes à plus ou moins bon droit, peuvent s'en revendiquer aujourd'hui.

En revanche, la discussion s'est sans doute déplacée. Aujourd'hui, on aime souvent reprendre ce récit d'Aristide Briand : « Un jour, je me suis trouvé avec Jaurès au Panthéon... Cette visite nous produisit, à Jaurès et à

2. Cf. Françoise Laurent-Prigent, « L'opération Panthéon », *Jean Jaurès, bulletin de la SEJ*, n° 21, avril-juin 1966, p. 6-11.

moi, une impression effroyable de temple "obscur et vide". Aussi, quand nous nous retrouvâmes sur la place ensoleillée du Panthéon, Jaurès me dit : "Il est certain que je ne serai jamais porté ici. Mais si j'avais le sentiment qu'au lieu de me donner pour sépulture un de nos petits cimetières ensoleillés et fleuris de campagne, on dût porter ici mes cendres, je vous avoue que le reste de ma vie en serait empoisonné" »³. Faut-il regretter pour autant la décision du Cartel des gauches ? En dehors des cérémonies de transfert, le Panthéon reste à l'écart de nos émotions politiques, parfois visité avec indifférence pour accompagner parents ou amis de passage. Mona Ozouf a dit à ce sujet ce qui convenait⁴, même si les trois roses déposées par François Mitterrand sur les tombeaux de Jean Jaurès, Jean Moulin et Victor Schœlcher, le 21 mai 1981, m'ont semblé apporter plus de sensibilité vivante à ce lieu de mémoire républicaine et nationale qu'elle ne le

3. Le récit est vraisemblable, même si demeure une part d'incertitude sur son authenticité ; il est rapporté, nous indique Françoise Laurent-Prigent, par Charles Daniélou, in *Le Vrai visage d'Aristide Briand*, Paris, Figuière, 1935.

4. Mona Ozouf, « Le Panthéon », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984, rééd. dans la collection « Quarto », 1997.

suppose. Mais il est à peu près certain que si la panthéonisation n'avait pas eu lieu en 1924, elle serait aujourd'hui totalement impossible, car inconcevable, quel que fût le gouvernement en place. Albi, le Tarn, la région, le Midi s'enflammeraient pour empêcher un tel outrage et conserver Jean Jaurès, « notre Jeannot », comme tous les conférenciers plus ou moins jaurésiens peuvent se l'entendre dire lorsqu'ils s'aventurent entre Rhône et Garonne.

Jean Jaurès est l'homme du Midi. Il y est né, il en parle la langue, il en apprécie la cuisine, les vins, les paysages, les hommes et les femmes. Après tout, il aurait pu chercher à se marier à Paris, fréquenter les parentes ou les amies de ses condisciples. C'est le choix de nombreux normaliens, celui qu'il essaiera lui-même pour sa fille Madeleine auprès de Paul Mantoux ou de Célestin Bouglé. Lui, il n'a d'yeux que pour les belles méridionales, Marie-Paule Prat, Marie Klehe ou finalement Louise Bois, qu'il épouse. Marié et bientôt père de famille, il vit dans le Sud-Ouest une bonne part de l'année : campagnes électorales, comptes

rendus de mandat, vacances dans la propriété de sa femme à Bessoulet, près de Villefranche-d'Albigeois. Les séjours de vacances estivales ont tout autant lieu au sud de la Loire, du moins ceux que j'ai pu relever, un peu au hasard, en attendant une enquête plus systématique : Ambialet dans le Tarn, Bagnères-de-Bigorre dans les Pyrénées, Le Mont-Dore ou La Bourboule en cure, Royan...

Bon élève, d'une famille bourgeoise, même si elle est pauvre, Jean Jaurès use de la langue nationale, mais il connaît aussi bien et pratique la langue occitane, qu'utilisent familièrement autour de lui les gens du peuple et de la campagne. Pendant ses campagnes électorales, il emploie aussi cette langue, pas en premier lieu car ce serait laisser supposer à son auditoire qu'il ne le croit pas capable d'entendre le français⁵, mais à tel ou tel moment du discours, afin d'établir un rapport de proximité, d'identification affective avec le public. Peut-être pas non plus de

5. Jean Jaurès, « Culture paysanne », *La Dépêche*, 27 septembre 1909.

manière univoque pendant toute sa carrière politique. Rémy Pech a montré que l'occitan était une des armes employées pour construire le parti socialiste SFIO dans le Midi⁶, pour lui donner tout son caractère populaire et le distinguer aussi du radicalisme dominant à gauche, mais en passe de s'identifier avec le pouvoir central par sa présence fréquente à la tête du gouvernement à partir de 1902. Ainsi, nous savons que le congrès fondateur de la SFIO en avril 1905, à Paris salle du Globe, n'est qu'un « congrès de notaires » pour reprendre une expression de Madeleine Rebérioux : la signature d'un contrat entre représentants d'organisations et de groupes pour s'entendre sur les dispositions internes minimales et quelques grands principes d'action. La vraie naissance de la SFIO, du moins dans le sentiment militant et populaire, est double : à Paris, en avance, le 30 janvier 1905, avec le meeting de solidarité salle Tivoli en soutien à la révolution russe, et dans le Midi, avec une réunion aux arènes

6. Rémy Pech, « Jean Jaurès, orateur occitan : quelques pistes », *Jean Jaurès, bulletin de la SEJ*, n° 94, juillet-septembre 1984, p. 9-16.

de Béziers le 30 avril 1905. Jean Jaurès parle en français lors de la première réunion et lors de la seconde aussi, mais en y incluant cette fois un développement dans la langue régionale. Il dit aux Languedociens : « Amis, nous sommes des voisins. Une montagne nous sépare, vous êtes d'un côté, je suis de l'autre. Maintenant lorsque le vent me viendra de votre côté et qu'il fera frémir les feuilles dans les grandes forêts, je me souviendrai, je serai réjoui et je dirai : c'est le tapage de Béziers (*lou tapatgé* de Béziers) [...]. C'est en patois que, sous les seigneurs de jadis, ses pères et les pères de ses pères exprimèrent leur souffrance et leur révolte. Et quand nous, les fils des pauvres morts, nous aurons fait la révolution sociale, quand nous aurons brisé toutes les chaînes des antiques servitudes, alors encore nous parlerons patois pour annoncer à nos ancêtres, à nos chers vieux, couchés dans la tombe, que leurs descendants sont enfin heureux et libres, et cela fera joyeusement tressaillir leurs os ! »

Homme du Midi, Jean Jaurès ne craint pas de se proclamer comme tel et il n'est aucunement obsédé par

l'uniformisation nationale ou républicaine. Sa première intervention à la Chambre des députés a eu pour objet de défendre les expérimentations pédagogiques dans l'enseignement public⁷. Il a éprouvé une certaine sympathie pour les protecteurs de la langue et de la culture de sa région et a participé à l'organisation de la fête de la Santa Estela le 25 mai 1882⁸. Il plaide vigoureusement, lorsqu'il est maire-adjoint de Toulouse de 1890 à 1893, pour la constitution d'universités régionales⁹ et il n'est pas fermé aux divers projets de décentralisation qui s'ébauchent au sein de la République.

Mais Jean Jaurès est aussi un Parisien, ou plutôt il l'est devenu, comme tout Parisien. Il l'est à partir de 1876 et jusqu'en 1881, derrière les austères murs des internats scolaires, à Sainte-Barbe, Louis-le-Grand et à l'École normale supérieure, avec quelques échappées ensoleillées quand même : le dimanche où l'on se nourrit confortable-

7. Le 21 octobre 1886.

8. Cf. le tome 1 des *Œuvres de Jean Jaurès : Les Années de jeunesse*, Paris, Fayard, 2009, p. 92-93.

9. Cf. le tome 2 des *Œuvres de Jean Jaurès : Le Passage au socialisme* (à paraître en 2011).

ment chez le correspondant, le parent ou l'ami de la famille, les musées, la Chambre où il va admirer le grand Gambetta, quelques promenades et parfois le théâtre... Il l'est à nouveau quand il est député, donc de 1885 à 1889 et de 1893 à sa mort en 1914, soit pendant un peu plus de vingt-cinq ans sur les quelques cinquante-cinq que dura sa vie. Son domicile principal est à Paris, ses enfants y sont scolarisés et il y passe la majorité de son temps. Il réside d'abord non loin du Quartier latin de sa jeunesse, rues de Chasseneuil et de Grenelle, puis rue Madame, dans les VII^{ème} et VI^{ème} arrondissements. Lorsque la famille s'agrandit avec la naissance du fils, Louis, fin août 1898, elle déménage vers une maison plus spacieuse, plus éloignée de l'agitation du centre aussi, dans le XVI^{ème} arrondissement, alors plus champêtre que bourgeois, rue des Chalets ou villa de la Tour.

Jean Jaurès apprécie Paris. Son intérêt pour la littérature et la culture régionales et le mouvement félibre ne l'empêchent pas de rester lucide face à l'audience limitée que rencontrent de telles manifestations. Elles permettent de

prendre des positions avantageuses, elles servent au besoin telle ou telle carrière politique, comme celle de Georges Leygues, organisateur de la fête des cadets de Gascogne, mais elles n'ont pas vraiment de succès populaire et elles conservent un aspect quelque peu artificiel et fabriqué. A propos des fêtes gasconnes de 1898, Jean Jaurès observe : « Les artistes ont raison de revenir vers le pays natal ; mais qu'ils ne reviennent pas comme les fils aventureux qui retournent en vacances au domicile paysan. Pendant quarante-huit heures, ils s'extasient avec une sorte d'attendrissement sur la saveur de la soupe aux choux, sur le charme du vieux mobilier. Ils affectent d'être plus paysans que le père, et si soudain on coupait leur communication avec la grande ville ardente et vibrante où leur cœur et leur cerveau ont flambé, ils en mourraient. Que nos artistes n'essaient donc pas de se tromper eux-mêmes, car ils pourraient nous tromper. Qu'ils ne contribuent pas à créer un provincialisme de parade, factice et mort, d'où ils sauront bien toujours se retirer à temps, mais où quelques âmes candides pourraient s'attarder et s'amortir. Nous ne pouvons plus vivre

de limitation, de séparation. C'est toute l'humanité qu'il faut étreindre et la gloire de Paris, c'est qu'en lui toute l'humanité vibre. [...] Qu'on ne nous prêche donc pas une sorte de séparatisme intellectuel. Toulouse n'a été grande, dans le passé lointain, que par son union avec la vaste civilisation latine : elle ne restera grande que par son union avec la vaste civilisation humaine. Le jour où elle ne serait plus qu'un élément enflammé qui se détache orgueilleusement du soleil, elle ne tarderait pas à s'éteindre. »¹⁰

Bref, il serait possible de paraphraser Jean Jaurès, à l'instar de Paul Reboux et Charles Muller¹¹ – mais ici sans génie ni talent ! – : « Un peu de méridionalisme éloigne de Paris, beaucoup de méridionalisme y ramène ; un peu de parisianisme éloigne de sa province, beaucoup de parisianisme y ramène », pourrions-nous faire dire à notre député du Tarn. Il aurait peut-être choisi d'autres termes : Parisien

10. Jean Jaurès, « Choses de Paris », *La Dépêche*, 17 août 1898. L'article a souvent été repris et analysé par Ulrike Brummert, notamment dans « Jaurès entre Paris et Toulouse », *Jean Jaurès, bulletin de la SEJ*, n° 94, juillet-septembre 1984, p. 17-26.

11. Paul Reboux et Charles Muller, *A la manière de...* (2^e série), Paris, Grasset, 1910.

moi-même, je n'ai pas osé employer celui de « provincialisme », mais c'est bien ce qu'il s'attache à démontrer. Face à ses deux dangers, au-delà des évolutions dues aux circonstances ou aux fonctions exercées, sa ligne de conduite ne varie pas. Ainsi, politiquement, il se refuse à être autre chose que le député du Tarn au Palais-Bourbon et le délégué de la fédération du Tarn dans les congrès de la SFIO. Lorsqu'il est battu aux élections en 1898, il hésite, mais il finit par refuser l'élection facile qui lui est proposée pour le second tour dans le V^{ème} arrondissement de Paris. On évoque parfois pour expliquer ce refus des raisons familiales, la pression de sa femme ; elles sont possibles, d'autant que Louise Jaurès est alors enceinte et sans doute légitimement préoccupée. Mais je ne les crois pas déterminantes. Au fond, Jean Jaurès n'a pas vraiment envie de devenir député de Paris, de s'immerger entièrement et sans recul possible dans la vie de la capitale ou l'agitation déjà proverbiale des militants de la Seine.

De 1893 à 1898, outre ses responsabilités politiques, il s'est attaché à remplir un rôle de passeur entre le public

démocratique du Midi et la culture nationale, entre la littérature et les arts méridionaux et un lectorat plus large, en tenant la rubrique du « Liseur » au sein de *La Dépêche*. L'affaire Dreyfus et la préparation de *l'Histoire socialiste de la Révolution française* avaient interrompu cette tâche qu'il reprend, depuis Paris à partir de l'été 1905, cette fois pour la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, qui lui permet de s'adresser au monde des instituteurs progressistes, donc aux formateurs essentiels de la culture populaire, indispensables et essentiels relais locaux de la République démocratique, sociale et laïque, et de ce qui pourrait s'appeler « la gauche » si celle-ci avait davantage de consistance et de réalité politique dans ces difficiles et troubles années de l'avant-guerre.

La défense des langues régionales par Jean Jaurès est maintenant bien connue, souvent évoquée par des militants ou des défenseurs de cet enseignement qui ne se privent pas, fort légitimement, de reprendre les citations adéquates. Celles-ci reposent essentiellement sur quelques

articles publiés soit dans la presse régionale, comme « L'éducation populaire et les patois »¹², soit, notamment, dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieure*¹³, comme le 15 octobre 1911 avec « Méthode comparée ». Certes, Jean Jaurès estime toujours chimérique et même dangereux de croire possible la résurrection d'une civilisation autonome du monde occitan. Il analyse le félibrige comme un mouvement intellectuel et non spontané, sans caractère vraiment populaire, d'autant plus que, sans le dire, il peut se référer à ses propres souvenirs de sympathisant actif. Mais il insiste désormais sur l'intérêt de pratiquer la langue occitane pour « apprendre aux enfants la facilité des passages et leur montrer par-delà la barre un peu ensablée toute l'ouverture de l'horizon »¹⁴. Déjà, dans ses essais de définition ou de préfiguration du socialisme (articles de *La Revue socialiste*, de *La Revue de Paris* ou de *Cosmopolis*

12. *La Dépêche*, 15 août 1911.

13. De nombreux articles sont repris dans Jean Jaurès, *De l'éducation*, édition établie par Guy Dreux, Christian Laval, Catherine Moulin, Madeleine Rebérioux et Gilles Candar, Paris, Syllepse, 2005.

14. *La Dépêche*, 15 août 1911 ; l'article comme presque tous ceux écrits dans ce quotidien de « la démocratie du Midi » est disponible dans l'édition coordonnée par Remy Pech que viennent de publier les éditions Privat (2009).

des années 1890)¹⁵, Jean Jaurès n'avait eu de cesse de combattre tout ce qui aurait pu rabattre la République démocratique et sociale qu'il espérait du côté de la centralisation jacobine, de la planification autoritaire... Il insistait sur le critère déterminant de la liberté, de l'affranchissement de l'individu progressant au sein d'une humanité libre et fraternelle qui laisserait se concilier des appartenances multiples, afin d'éviter que la propriété sociale ne débouche sur son uniformisation. Défenseur de la diversité linguistique et pédagogique, son œuvre est en résonance avec le passionnant *Composition française* de Mona Ozouf, publié chez Gallimard en 2009. Jean Jaurès développe de manière récurrente la grande leçon que lui a donnée l'affaire Dreyfus : aucune institution ou entité ne se place au-dessus du droit fondamental de l'homme à vivre libre. La patrie elle-même doit évoluer et se mettre au service de cet objectif. Il s'agit d'aller vers une humanité de citoyens, et non de faire rejouer des

15. Les derniers sont reproduits, analysés et annotés par Eric Cahm et Madeleine Rebérioux dans les tomes 6 et 7 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2000. Les premiers le seront dans les tomes 3 et 4 préparés par Alain Boscuti et à paraître.

comportements et des cloisonnements dépassés : « Décentraliser sans transformer la propriété, c'est rétablir la suprématie des vieilles influences terriennes, c'est revenir au passé. Il n'est qu'une décentralisation vivante, c'est le communisme, car, en permettant à chaque individu humain de retenir tout le produit de son travail, il fait de tout individu un centre. Par le socialisme, la vaste harmonie de la vie générale se concilie avec la spontanéité des forces individuelles ; par lui, l'humanité est comme un fleuve où chaque flot est une source »¹⁶.

Si le droit de chaque individu est central, Jean Jaurès n'en vient pas cependant à faire disparaître toutes les catégories intermédiaires, les regroupements partiels ou les sensibilités particulières. Simplement, ces derniers ne doivent jamais être conçus comme des moyens de limiter la pensée, l'action ou la vie, de rapetisser ou de diviser l'humanité. Jean Jaurès fait de la liberté individuelle le principe qui permet d'articuler ce que Madeleine

16. Jean Jaurès, « Socialisme et liberté », *La Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1898, repris dans *Textes choisis*, Paris, Bruno Leprince, 2003, « L'encyclopédie du socialisme ».

Rebérioux appelait « le pluralisme culturel », et que Marion Fontaine et Jean-Numa Ducange s'apprentent à étudier au sein d'un volume spécifique des *Œuvres de Jean Jaurès*¹⁷. C'est la principale leçon qu'exposait Jean Jaurès dans l'article déjà évoqué, écrit au cours de son voyage de retour d'Amérique latine, largement fondé aussi sur ses observations et réflexions effectuées au cours de sa traversée à l'aller du pays basque : « De même que l'organisation collectiviste de la production et de la propriété suppose une forte éducation des individus, tout un système de garanties des efforts individuels et des droits individuels, de même la réalisation de l'unité humaine ne sera féconde et grande que si les peuples et les races, tout en associant leurs efforts, tout en agrandissant et complétant leur culture propre par la culture des autres, maintiennent et avivent dans la vaste Internationale de l'humanité, l'autonomie de leur conscience historique et l'originalité de leur génie »¹⁸.

17. Editions Fayard, tome 17 à paraître.

18. Jean Jaurès, « Méthode comparée », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 15 octobre 1911.

CONQUÉRIR LA CITADELLE ? JEAN JAURÈS À LA DÉCOUVERTE DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Marion Fontaine

Lorsque, quelques jours après le massacre de Fourmies le 1^{er} mai 1891, Jean Jaurès, qui est alors presque entièrement toulousain, s'exprime dans « le grand quotidien de la démocratie du Midi », c'est-à-dire *La Dépêche*¹, il est loin de donner à l'événement les couleurs de la tragédie ouvrière². Il en fait au contraire une analyse très politique, balançant les responsabilités : « Au lendemain des

Marion Fontaine est maître de conférences à l'université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (Centre Norbert Elias) et secrétaire de la Société d'études jaurésiennes. Elle vient de publier *Le Racing Club de Lens et les « Gueules Noires »*. *Essai d'histoire sociale*, aux éditions Les Indes Savantes.

1. Rémy Cazals, Rémy Pech et alii (édition dirigée par), *Jaurès : l'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiée dans La Dépêche*, Toulouse, Privat/*La Dépêche du Midi*, 2009.

2. Frédéric Moret, « Jaurès et Fourmies », in Madeleine Rebérioux (dir.), *Fourmies et les 1^{er} mai*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, p. 177-183.

événements que l'on sait, le peuple a bien le droit de dire au gouvernement : "Frappe, mais écoute" ». Même si, quelques jours plus tard, il revient sur cet article pour affirmer son soutien aux militants condamnés et même si, quelques années plus tard, il évoque de manière plus orthodoxe « Fourmies l'assassinée », on pourrait être tenté de voir, dans cette froideur initiale, le signe de la distance, voire de l'incompréhension existant entre Jean Jaurès, homme du Sud, et le Nord ouvrier.

Il est vrai qu'on ne trouve guère trace, dans les articles qu'il consacre au Nord, du lyrisme avec lequel il décrit Marseille ou de la sensibilité au paysage dont il fait preuve concernant les alentours de Narbonne³. Jean Jaurès n'éprouve certainement pas à Lille ou à Valenciennes le sentiment de familiarité et d'intimité qu'il retrouve dans le Midi. Faut-il, en retrouvant la tradition de la théorie des climats chère à Montesquieu, pointer dans cette distance la trace d'une opposition Nord/Sud, qui toucherait à la fois

3. Alain Boscus, Rémy Cazals (dir.), *Sur les pas de Jaurès*, Toulouse, Privat, 2004, en particulier l'introduction des deux auteurs, p. 15-24.

le milieu ouvrier et la manière d'envisager l'organisation socialiste ? Jean Jaurès dans le Midi se trouve certes au contact des mines (en l'occurrence celles de Carmaux), mais aussi et surtout des paysans et des multiples représentants de la petite industrie en milieu rural : mégissiers, tisserands, chapeliers, verriers, qui ont peu de points communs avec les grandes concentrations ouvrières de l'industrie nordiste, plus proches pour leur part de leurs voisines belges ou britanniques. On pourrait aller plus loin et observer à quel point la conception fédéraliste et décentralisée de l'organisation socialiste que promeut le méridional Jaurès⁴ s'oppose à l'apparence monolithique du socialisme septentrional et à sa rigoureuse organisation. Jules Guesde, qui incarnerait dans cette perspective l'homme du Nord, observait d'ailleurs, en évoquant le déclenchement éventuel de la révolution : « Ah, si le Midi était aussi organisé que le Nord, je n'attendrais pas ! »⁵.

4. Gilles Candar, « Jaurès et le parti, retour sur un itinéraire », *Cahiers Jaurès*, janvier-juin 2008, n°187-188, p. 15-27.

5. Jacques Girault, « La place des fédérations de la France septentrionale dans le courant guesdiste de l'unité socialiste », in Bernard Ménager, Jean-François Sirinelli, Jean Vavasseur-Desperriers (dir.), *Cent ans de socialisme septentrional*, Lille, Presses de l'Université de Lille III, 1995, p. 47.

On peut cependant dépasser ce constat d'opposition et tirer un certain nombre d'observations de l'analyse de l'éloignement, d'ailleurs tout relatif. Comme le montre ici même Gilles Candar, Jean Jaurès n'est pas réductible à son rapport charnel au Sud ou à la faconde méridionale, pas plus que les socialistes du Nord ne se résument à la figure disciplinée du guesdisme. Le premier rencontre par ailleurs à de nombreuses reprises les seconds, surtout à partir du moment où il redevient député et acquiert un rôle de premier plan parmi les socialistes. Les incursions de Jean Jaurès en terre nordiste sont particulièrement fréquentes dans la période charnière du début des années 1900, lorsque le socialisme cherche les voies de son unité. Ces incursions visent, pour reprendre l'expression de Madeleine Rebérioux⁶, à forcer une citadelle nordiste peu acquise en principe à l'unité dans sa version jauré-

6. Cette observation est tirée de l'abondant dossier préparatoire consacré par Madeleine Rebérioux [désormais DMR] au centenaire de la grève des ouvriers du textile d'Armentières en 2003. Je dois encore une fois à Gilles Candar d'avoir pu le consulter, avant qu'il ne soit déposé au Musée d'histoire vivante de Montreuil avec le reste des archives de Madeleine Rebérioux. Ce dossier, sur lequel je me suis beaucoup appuyée, contient de nombreux éléments sur cette grève et sur le rapport de Jean Jaurès au Nord ; il est également très révélateur de la pratique de Madeleine Rebérioux en tant qu'historienne, sujet qui mériterait en soi une étude plus approfondie.

sienne ; elles invitent simultanément à comprendre comment Jean Jaurès part à la conquête d'un terroir⁷, conquête qui est révélatrice de sa pratique politique aussi bien que des modalités d'implantation du mouvement socialiste, à l'articulation du local et du national.

Les formes d'une rencontre

Bien avant le tournant des années 1900, Jean Jaurès se fait à plusieurs reprises l'observateur du Nord pour les lecteurs de *La Dépêche*, participant ainsi à une certaine nationalisation de la vie sociale, voire au décroisement des milieux ouvriers. Il fait part de ce qui le frappe : le degré de concentration industrielle et l'omnipotence des milieux patronaux nordistes, à Tourcoing, Lille ou Roubaix par exemple. « D'immenses usines où des régiments d'hommes (...) appartiennent à un homme comme les régiments d'ancien régime (...) où on ne se borne pas à soumettre à une discipline de fer leur travail même, mais

7. Gilles Candar et Christophe Prochasson, « Le socialisme à la conquête des terroirs », *Le Mouvement Social*, n° 160, juillet-septembre 1992, p. 33-63.

aussi leur conscience, leur croyance, leur vie de famille »⁸. Il souligne *a contrario* les progrès d'un syndicalisme minier, avec lequel il entretient des contacts qui ne se réduisent pas à Carmaux⁹. Il fonde de manière plus générale ses observations sur les relations qu'il étend au fur et à mesure de l'intensification de son engagement militant et de la croissance de sa notoriété sur le plan national. A travers ces articles, on voit se dessiner la figure d'un Jaurès tour à tour journaliste, parlementaire de plus en plus actif et propagateur de la doctrine socialiste. Un jour il tient des réunions contradictoires à Lille ou à Valenciennes, l'autre il séjourne à Roubaix pour convaincre les militants locaux de venir à leur tour en aide à la Verrerie Ouvrière¹⁰. Après sa participation à la commission parlementaire d'enquête sur les mines en 1895, il raconte sa visite à Nœux-les-Mines, près de Lens, en pointant les inconséquences d'un patronat tour à tour despotique et singulièrement négligeant. « Le coron de

8. « Industrie et cléricanisme », *La Dépêche*, 21 juin 1892.

9. Voir par exemple « Un manifeste », *La Dépêche*, 3 décembre 1891.

10. « Union et action », *La Dépêche*, 21 octobre 1896.

Nœux, avec ses immigrés, ressemblait en plus d'un point à un triste campement plus qu'à une cité. Et quelle étrange insouciance de la riche et puissante compagnie qui est pourtant responsable de toute cette population ! »¹¹.

Les nuances apportées ici au stéréotype de la domination paternaliste vaudraient tout aussi bien pour un mouvement ouvrier local, qui est très loin de se réduire à l'identité « guesdiste » à laquelle on l'assigne le plus souvent. Cette observation est encore plus vraie concernant les premières années du XX^e siècle. Le Nord-Pas-de-Calais semble alors condenser les tribulations d'un mouvement socialiste à nouveau déchiré après le congrès de la salle Wagram (septembre 1900), en proie à la fois aux débats liés à l'affaire Dreyfus et à ceux, nouant participation au gouvernement et conception de la régulation des relations sociales, liés à la question Millerand. Dans le Pas-de-Calais, les syndicalistes miniers se déchirent entre partisans d'Emile Basly et du « Vieux syndicat »,

11. « La condition ouvrière », *La Dépêche*, 10 avril 1895.

très proches de l'action d'Alexandre Millerand, et soutiens de Benoît Broutchoux et du « Jeune syndicat », avatar local du syndicalisme révolutionnaire. Dans le Nord, les guesdistes ont pris en main avec Victor Renard la Fédération des syndicats textiles, non sans de nombreuses divergences locales (les Lillois boudent ainsi la grève des tisseurs de la vallée de la Lys en 1903). Si, sur le plan politique, les guesdistes du PSdF (Parti socialiste de France) occupent à certains endroits, dans la région lilloise notamment, des positions dominantes, ils ont aussi à faire à une presse socialiste qui, à l'instar du *Réveil du Nord* dirigé par Edouard Delessale, se montre plus sensible aux arguments de Jean Jaurès (*Le Réveil du Nord* publie les articles du député socialiste paru dans *La Petite République* à partir de 1899). Beaucoup d'élus se montrent peu soucieux des consignes lilloises et, dès octobre 1900, une Fédération socialiste autonome se constitue à Douai¹².

12. DMR.

C'est dans ce contexte, bien éloigné de tout monolithisme, que Jean Jaurès accomplit ses tournées les plus importantes dans le Nord, ainsi en 1900¹³. En juin, il tient une conférence à Lille au bénéfice des filateurs grévistes. En octobre, il entreprend une véritable « tournée du Nord », qui l'amène à Lens, Denain, Calais, au Cateau-Cambrésis et à Dunkerque. Le 26 novembre, il fait face à Jules Guesde dans la fameuse conférence dite « Les deux méthodes », à l'Hippodrome de Lille. En décembre enfin, il se rend à Calais pour soutenir les tullistes en grève. Jean Jaurès poursuit là manifestement son travail de propagandiste, soucieux de faire avancer la conception qu'il défend du socialisme et de la régulation des relations sociales. Il souligne ainsi à quel point les revendications des tullistes calaisiens s'articulent à la loi Millerand qui vient de réduire à dix heures la journée de travail, met en avant leur organisation syndicale et dénonce avant tout la rébellion patronale à la loi¹⁴. En

13. DMR. Madeleine Rebérioux s'est appuyée en particulier, pour retracer ces séjours, sur les articles parus tout au long du deuxième semestre 1900 dans *La Petite République*, articles de Jean Jaurès (par exemple sur la grève des tullistes de Calais) ou articles sur Jean Jaurès rapportant les visites et parfois les propos du député socialiste.

14. Voir les deux articles intitulés « La loi à Calais », parus dans *La Petite République* le 3 janvier et le 13 février 1901.

même temps, Jean Jaurès se révèle ici en stratège, soucieux de faire progresser l'influence du PSF (Parti socialiste français) et de la Fédération socialiste autonome qui s'est créée dans la région, capable pour cela aussi bien de mettre en scène son opposition avec Jules Guesde, devant un auditoire visiblement peu acquis à sa cause¹⁵, que d'user de sa force de conviction auprès des grévistes de Lille ou de Calais pour faire basculer les militants locaux.

Jean Jaurès face aux tisseurs d'Armentières

L'ensemble de ces pratiques se trouve condensé dans le nouveau séjour qu'effectue Jean Jaurès dans le Nord à l'occasion de la grève des tisseurs de la vallée de la Lys, plus particulièrement ceux de l'agglomération d'Armentières, à l'automne 1903¹⁶. Le conflit éclate au début du mois d'octobre. Les ouvriers, spécialisés dans la fabrication

15. Comme en témoignent les interruptions et protestations qui émaillent son discours à l'Hippodrome de Lille le 26 novembre. Jean Jaurès et Jules Guesde, *Les deux méthodes*, Lille, Bibliothèque du Parti ouvrier français, 1900.

16. DMR.

des toiles de lin, réclament des augmentations de salaire et surtout une unification de leur tarif dans un bassin d'emploi qui, contrastant avec l'image des concentrations industrielles nordistes, est marquée par la concurrence de très petites entreprises. Les grévistes sont soutenus par les maires socialistes d'Armentières (Désiré Daudrumez) et du village voisin d'Houplines (Emile Sohier), municipalités officiellement « guesdistes », mais dont l'affiliation se révèle en fait assez fragile. Cependant, le mouvement est isolé (les dirigeants lillois de la Fédération des syndicats textiles estiment le mouvement prématuré) et se heurte à un patronat particulièrement intransigeant. Lorsque Jean Jaurès arrive le 22 octobre 1903, à l'invitation du comité de grève, de violents affrontements ont eu lieu quelques jours plus tôt. Jean Jaurès, alors vice-président de la Chambre du Bloc des gauches, fait son entrée en scène en tant que personnalité nationale, apportant aux grévistes le soutien socialiste mais aussi le salut de la République. Des milliers d'ouvriers l'attendent à la gare d'Armentières et l'accompagnent dans le trajet à pied qu'il effectue, sous la pluie pour

confirmer un autre stéréotype, jusqu'à Houplines. C'est là, en plein air, qu'il prononce son discours, entouré de Désiré Daudrumez, de Emile Sohier et de Henri Ghesquière, adjoint au maire de Lille, dont la présence pourrait marquer, premier acquis jaurésien, le rassemblement des tendances socialistes en faveur des grévistes. Il y aurait beaucoup à dire sur ce type de rituels, dont Armentières n'est pas le seul exemple et qui contribue sans nul doute à forger la figure jaurésienne. On se contentera ici d'insister sur les aspects de la pratique et de la stratégie jaurésiennes que révèle ce discours d'Houplines, ainsi que celui que prononce Jean Jaurès le lendemain à Caudry et quelques jours plus tard, le 1^{er} novembre 1903, en soutien aux grévistes, devant les tullistes du Cateau-Cambrésis¹⁷.

Ces trois discours dénotent, pour commencer, la capacité jaurésienne à comprendre le contexte local, à en jouer

17. Ces trois discours sont reproduits dans *La Revue Socialiste*, n° 227, novembre 1903. Ils ont auparavant été résumés ou retranscrits dans *La Petite République* (ainsi le 26 octobre 1903 pour le discours d'Houplines) et dans certains quotidiens locaux (le discours d'Houplines est publié dans *L'Avenir d'Armentières*, le 25 octobre 1903).

avec ses interlocuteurs, sans s'y enfermer. Jean Jaurès met en valeur les ouvriers de Caudry pour leur organisation, plaisante avec ceux d'Armentières sur les rumeurs d'une ville à feu et à sang, parle de ses amis nordistes tout en employant des expressions du Midi. Le tribun se révèle plus encore dans l'art de la dramatisation, mêlé à une constante volonté pédagogique. Il est vrai que le spectacle qu'offrent les tisserands, un milieu que, à l'inverse de la mine, Jean Jaurès ne connaît guère, a sans doute eu de quoi l'impressionner. Il s'emporte alors et décrit à Caudry, à la façon du Hugo des « Caves de Lille », les salaires de misère, les logements innommables. « Et dans cette ville d'Armentières, la reine de la toile, nous avons vu des lits qui n'avaient pas un morceau de toile pour couvrir la nudité et la pudeur des enfants, la reine de la toile ne pouvait pas donner un drap de lit pour couvrir ces pauvres ménages ». Il inscrit simultanément cette description dans l'histoire, rappelant « la corporation suppliciée, la corporation martyre » qu'ont de longue date constituée les tisserands. Il cite à Houplines les observations de Auguste Blanqui et les chiffres de la mortalité infantile.

« Ainsi, ce n'était même pas leur linceul que les ouvriers tisseurs tissaient, c'était le linceul de milliers d'enfants dévorés ». La force du discours, qui veut cette fois peindre pleinement la tragédie ouvrière, n'est pourtant jamais séparable de la recherche d'explications. Jean Jaurès revient alors sur les causes de la misère particulière des tisserands, tout en évoquant en contrepoint des exemples étrangers (notamment ici les résultats de l'action de revendication des ouvriers du textile anglais). Il se fait à nouveau procureur pour dénoncer les errements de patrons incapables de moderniser vraiment leur appareil productif et se complaisant presque dans une compétition anarchique, fondée sur la baisse des salaires.

Plus profondément, on voit dans ces discours la manière dont Jean Jaurès articule les échelles locales et nationales, en un constant va-et-vient. La stratégie de diffusion de ces interventions en est déjà un indice, qui s'appuie à la fois sur les quotidiens locaux, les journaux nationaux et les revues socialistes à destination d'un public plus restreint. La parole du député socialiste vise

ainsi – et c'est sans doute l'un des motifs essentiels à son invitation par le comité de grève d'Armentières – à donner un appui et une visibilité nationale à un mouvement d'abord très enclavé. Jean Jaurès le dit d'ailleurs explicitement à Houplines. « Pendant ce temps, notre devoir à nous, propagandiste socialiste, notre devoir à nous, représentant politique de la classe ouvrière, sera, dans la mesure de nos forces, partout dans le pays, au Parlement et devant les assemblées, d'aller partout crier votre misère, crier votre droit, appeler tous les prolétaires à vous soutenir, tous les républicains à vous faire justice et c'est dans cette espérance que j'acclame avec vous la justice sociale et la solidarité ouvrière ». Le tribun n'use pas seulement pour cela des armes strictement militantes. Dès son retour à Paris, le 7 novembre 1903, il prononce à la Chambre un nouveau discours sur l'affaire d'Armentières, discours dénonçant en particulier l'entêtement d'un patronat qui vient de refuser la proposition d'arbitrage faite par le préfet. Il obtient un vote à l'unanimité de la Chambre exprimant la sympathie pour l'action des grévistes et agitant la menace de l'institution d'une commission d'enquête si l'arbitrage

continuait à être refusé. Mais les interventions jaurésiennes ont aussi pour finalité de faire pénétrer les thèses et les enjeux nationaux à l'échelle locale. Auprès des grévistes et des militants, Jean Jaurès insiste encore sur la nécessité de l'organisation syndicale, en louant les tullistes et les mineurs de leur avance dans ce domaine et des résultats déjà obtenus. A un moment où la construction d'une démocratie industrielle lui semble possible, il profite de l'occasion pour exposer à nouveau ses vues sur l'arbitrage et pour convier les ouvriers à appuyer les projets que tente de mettre en œuvre Alexandre Millerand à cet égard. Enfin et surtout, Jean Jaurès occupe le terrain et fait d'Armentières la démonstration d'une unité socialiste plus que jamais nécessaire.

Le préfet parvient finalement à arracher un accord au début du mois de novembre 1903. Cet accord est vu en grande partie comme une victoire ouvrière obtenue grâce à l'arbitrage. Seul *Le Travailleur*, organe des guesdistes, y dénonce un leurre, mais il reste le seul. A Armentières, c'est bien Jean Jaurès qui « tire les

marrons du feu »¹⁸ et profite des réticences guesdistes pour ancrer davantage la version qu'il défend du socialisme (les maires d'Armentières et d'Houplines démissionnent ainsi du PSdF quelques mois plus tard). De manière plus générale, ces tournées nordistes, qui demanderaient à être approfondies, bien au-delà du cadre du Nord, éclairent la manière dont Jean Jaurès exerce son métier et donne quelques clefs pour comprendre la croissance de son influence sur le mouvement socialiste et sur ses militants. Cette croissance tient sans nul doute à la capacité jaurésienne à jouer sur les échelles, à dépasser à la fois l'enfermement localiste et la conception éthérée de l'action politique.

18. Voir les observations de Madeleine Rebérioux dans DMR.

**JEAN JAURÈS
ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE.
CONFIANCE ET DOUTES**

Jean-Numa Ducange

Analyser les rapports entre Jean Jaurès et les sociaux-démocrates allemands n'a rien d'original. Il suffit de connaître un peu la biographie de Jean Jaurès et les études jaurésiennes pour savoir combien l'Allemagne occupe une place de choix dans son itinéraire politique et intellectuel. Depuis sa thèse en latin sur les origines du socialisme allemand soutenue en 1892, jusqu'à la veille de son assassinat en 1914 quand il espère encore que la force du SPD pourra conjurer le déclenchement d'un conflit avec la France, en passant par l'unité de la SFIO

Jean-Numa Ducange est maître de conférences à l'université de Rouen. Il a soutenu en 2009 sa thèse de doctorat *Elaborer, écrire et diffuser l'histoire de la « Grande Révolution française » dans les social-démocraties allemande et autrichienne (1889-1934)*. Il a notamment publié avec Gilles Candar un choix de textes de Paul Lafargue, *Paresse et Révolution*, aux éditions Tallandier en 2009 et avec Mohamed Fayçal Touati *Marx, l'histoire et les révolutions*, aux éditions La Ville Brûle en septembre 2010.

réalisée sous injonction de la Deuxième Internationale, son action ne peut se comprendre sans les échanges et confrontations avec le Parti social-démocrate allemand et ceux qui l'incarnent au niveau politique et théorique.

Comment se repérer dans un ensemble qui mêle influences intellectuelles, réflexions théoriques et action politique immédiate ? Bien que régulièrement abordés, les rapports de Jean Jaurès avec la social-démocratie allemande n'ont pas fait l'objet d'une étude systématique et, sans prétendre ici à l'exhaustivité, on peut distinguer plusieurs critères pour tenter de dégager quelques lignes de force¹ :

- en premier lieu, l'influence de la philosophie allemande dans la formation intellectuelle de Jean Jaurès, en particulier celle du fondateur du premier parti ouvrier contemporain, Ferdinand Lassalle, puis de Karl Marx et

1. On consultera notamment Dieter Groh, « Jaurès und die deutsche Sozialdemokratie », in Ulrike Brummert (dir), *Jean Jaurès, Frankreich, Deutschland und die Zweite Internationale am Vorabend des Ersten Weltkrieges (Jean Jaurès, la France, l'Allemagne et la Deuxième Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale)*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 1989, p. 1-23. Cette contribution intéressante aborde principalement les divergences et convergences. Voir aussi Eric Guillet, « Le refus des simplifications : l'image de l'Allemagne dans trois œuvres de Jean Jaurès : *Hegel* (1892), *La Guerre franco-allemande* (1908) et *L'Armée nouvelle* (1911) », *Cahiers Jaurès*, n° 179, 2006, p. 33-80.

de Friedrich Engels grâce aux textes disponibles à l'époque² ;

- les commentaires de Jean Jaurès sur l'évolution de la politique allemande, en particulier celle de la gauche, la confrontation de ses positions avec celles des sociaux-démocrates, enfin les actions concrètes pour la paix qu'il mène avec eux ;
- les rapports personnels qu'entretient le socialiste français avec certaines personnalités du SPD ;
- enfin, de manière plus générale, les convergences et divergences doctrinales qui s'expriment lors d'une crise politique particulière et qui, dans une certaine mesure, permettent de recouper les points précédents.

Aussi, à défaut de pouvoir aborder ici un ensemble très complexe, nous nous concentrerons ici sur l'ouvrage de Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*³, et les discussions qu'il a suscitées en Allemagne. Non que cet

2. Rappelons ici que les *Manuscrits de 1844* et *L'idéologie allemande* (1846), par exemple, ne seront publiés que dans les années 1930.

3. Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Editions sociales, 1968-1972, six volumes ; édition revue et annotée par Albert Soboul.

exemple prétende faire office de modèle absolu pour toute l'œuvre jaurésienne, mais cette *Histoire* – parue entre 1900 et 1903 et qui s'inscrit dans un ensemble plus vaste abordant l'histoire de la France contemporaine – constitue d'une certaine manière l'ouvrage le plus abouti de Jean Jaurès. A bien des égards, elle permet de mesurer l'originalité de son socialisme mais aussi – et la chose est, me semble-t-il, moins connue – de comprendre ce que celui-ci doit à la confrontation aux diverses sensibilités qui s'expriment dans le SPD, notamment dans le cadre du débat sur le « révisionnisme » d'Eduard Bernstein.

« Le socialisme français est un socialisme républicain », écrivait l'historien Ernest Labrousse dès la première phrase de son introduction à l'édition de 1968 de *l'Histoire socialiste* de Jean Jaurès. Les termes employés permettent de comprendre les enjeux du débat avec les Allemands.

- « Socialisme » : il n'y a jamais eu de parti socialiste en Allemagne, mais un parti social-démocrate avec toutes les spécificités que cela implique. Le SPD est un parti de masse, tel que ne le sera jamais le Parti socialiste en

France, caractérisé notamment par son lien organique avec les syndicats et par son enracinement dans le monde ouvrier. Il est important aussi de rappeler que, à l'époque de Jean Jaurès, la social-démocratie allemande est exclue des responsabilités gouvernementales jusqu'en 1914, alors que dès 1899 la question des ministres socialistes est posée en France avec l'entrée au gouvernement d'Alexandre Millerand.

- « Français » : il y a toujours eu un développement spécifique du socialisme français, des « caractères originaux » en quelque sorte, problème débattu dès cette époque et dont les échos ultérieurs sont innombrables, jusqu'à l'ouvrage récent de Vincent Peillon, *La Révolution française n'est pas terminée*⁴.

- « Républicain » : Jean Jaurès n'a eu de cesse de défendre la République comme régime politique, point de départ nécessaire dont le prolongement naturel doit être le socialisme. Or, pour les sociaux-démocrates allemands, la

4. Vincent Peillon, *La Révolution française n'est pas terminée*, Paris, Le Seuil, 2008. On peut y lire notamment une ferme opposition entre le « socialisme matérialiste, fataliste » et le « socialisme français [...] dans sa grande majorité évolutionniste, réformiste, pacifiste » (p. 76). Opposition que nous discutons à la fin de cet article.

perception est différente : au-delà des déclarations de principe réclamant une République allemande, il leur apparaît étrange de constater que les Français défendent un régime politique moins avancé sur le plan social que le Reich bismarckien, tandis que le souci de ne pas remettre en cause l'existence du parti – interdit entre 1878 et 1890 par Bismarck – les rend peu disposés à demander ouvertement un changement radical de régime politique.

Ces différences s'expriment dans bien des déclarations de socialistes français contemporains de Jean Jaurès. Citons celle, abrupte mais symptomatique, d'Alexandre Zévaès, opposé en 1905 à l'unification des différentes formations socialistes dans une SFIO décidée sous impulsion de l'Internationale : « Est-ce que la tactique du Parti socialiste d'Outre-Vosges, obligé de se mouvoir sous le régime de fer d'un Empire militaire et féodal, peut convenir au socialisme français qui se développe aujourd'hui dans une République en plein travail d'évolution démocratique »⁵.

5. Cité in Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, t. 1, p. 132.

Cette distance se mesure d'autant mieux lors de la publication de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, réalisée dans un double contexte : celui de la révision du marxisme en Allemagne par Eduard Bernstein et d'autres sociaux-démocrates depuis 1896-1897, et l'entrée dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau du socialiste Alexandre Millerand, que Jean Jaurès soutient. Dans ce cadre, *l'Histoire* jaurésienne ne pouvait laisser indifférents les sociaux-démocrates « d'outre-Vosges » : car elle constitue une des premières histoires à jeter un regard attentif sur l'impact de la Révolution en Europe, particulièrement en Allemagne. Jean Jaurès exhume des textes peu connus des précurseurs du socialisme dans les pays germaniques et propose une interprétation des spécificités du XVIII^{ème} siècle allemand, discutant notamment l'ouvrage du social-démocrate Franz Mehring, *La Légende de Lessing*⁶. En retour, cette histoire fournit aux sociaux-démocrates l'occasion de critiquer le socialisme républicain de Jean Jaurès et sa conception de l'histoire, comme son alliance

6. Franz Mehring, *Die Lessing Legende*, Stuttgart, Dietz, 1893. Inédit en français.

célèbre des trois figures de Michelet, Plutarque et Marx exprimée dans l'introduction générale de *l'Histoire socialiste*.

Des théoriciens de premier plan de ce que l'on désigne parfois un peu rapidement « l'orthodoxie marxiste » que sont Karl Kautsky (alors même surnommé le « pape du marxisme » !) et Franz Mehring s'expriment soit dans des textes abordant directement *l'Histoire socialiste*, soit dans des contributions plus politiques mais revenant sur la question de la place à accorder à l'héritage de 1789 dans le mouvement ouvrier⁷. Karl Kautsky réitère son attachement à un matérialisme historique qui entend situer les « traditions révolutionnaires françaises » dans l'histoire passée, à distance de la politique contemporaine des socialistes⁸.

7. Voir notamment Franz Mehring, « Pour le roi de Prusse : eine Entgegnung », *Die Neue Zeit*, 1902-1903, t. 1, p. 517-528. En ligne sur le site de la fondation Friedrich Ebert (fondation proche du Parti social-démocrate allemand) : http://library.fes.de/cgi-bin/neuzeit.pl?id=07.04674&dok=1902-03a&f=190203a_0517&l=190203a_0528

Voir aussi Irmgard Hartig, « Observations sur la querelle entre Jaurès et Mehring », *Annales historiques de la Révolution française*, 1/1973, p. 112-127.

8. Plutôt que de citer ici les textes coupés, nous renvoyons à la lecture en miroir des textes de Karl Kautsky et de Jean Jaurès que nous avons publiés : Karl Kautsky, Jean Jaurès, *Le Socialisme et la Révolution française*, Paris, Demopolis, 2010.

Pour Karl Kautsky comme pour nombre de sociaux-démocrates, c'est « l'indépendance » du parti qui prime et ce depuis la constitution du premier parti ouvrier indépendant de 1863 de Fernand Lassalle, l'ADAV⁹, ancêtre du SPD, pensé comme un acteur fondateur de séparation définitive avec le monde bourgeois. Quelle que soit la stratégie à adopter pour la conquête du pouvoir, la social-démocratie allemande « orthodoxe » se présente ainsi comme une formation socialement indépendante de la bourgeoisie. Or, à tort ou à raison, le propos jaurésien leur paraît être un retour en arrière à « l'enfance du prolétariat », à 1789, époque où le prolétariat ne pouvait avoir encore une conscience de classe autonome. Se réclamer de la Révolution française dans ce contexte apparaît ainsi comme une justification historique de la participation des socialistes au régime bourgeois en 1899.

De telles prises de position peuvent apparaître surprenantes aujourd'hui : pourquoi des Allemands analysent avec autant

9. *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*, Association générale des travailleurs allemands.

d'attention la France et prétendent « faire la leçon » à leurs camarades français ? Il faut rappeler ici la perspective d'un internationalisme unifiant, promue par la Deuxième Internationale de l'époque dans laquelle le SPD occupait une place prédominante ; il était en quelque sorte le « parti modèle », ou tout du moins pensé comme tel par de nombreux militants en Europe.

Quoi qu'il en soit, ainsi présentées, les lignes de partage sont claires et les socialismes allemand et français peuvent être opposés facilement. Néanmoins, à regarder de plus près, ces lignes de fracture sont moins « nationales » qu'elles n'y paraissent. En effet, si formellement Jean Jaurès se range aux côtés de Karl Kautsky pour condamner le révisionnisme bernsteinien¹⁰, Emmanuel Jousse a montré, de façon convaincante, qu'il s'agit surtout d'une « méprise » tant leurs points de vue sur certaines questions essentielles sont proches¹¹. L'attention de Eduard

10. Jean Jaurès, « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste » (1900), réimprimé dans *Études socialistes 1897-1901*, t. II, 1931 (réimpression en 1995), p. 117-139.

11. Emmanuel Jousse, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *Cahiers Jaurès*, n° 192, avril-juin 2009, p. 13-49.

Bernstein pour l'*Histoire socialiste* de Jean Jaurès est à inscrire, selon nous, dans le même ensemble : dans le *Vorwärts* – quotidien berlinois du SPD – comme dans les *Dokumente des Sozialismus* – revue d'histoire et de bibliographie sur le mouvement ouvrier à l'initiative de Eduard Bernstein qui publie beaucoup de comptes rendus d'ouvrages – l'entreprise jaurésienne est saluée par Eduard Bernstein comme novatrice, à distance des condamnations de Franz Mehring et de Karl Kautsky¹². Jean Jaurès avait d'ailleurs sollicité Eduard Bernstein pour une aide documentaire et, à cette occasion, a manifesté dans une lettre adressée à ce dernier ses convergences sur la conception matérialiste de l'histoire¹³. Notons aussi que quelques extraits de l'*Histoire socialiste* sont traduits et publiés dans les *Dokumente des Sozialismus*.

12. Pour toutes les références, voir notre mise au point : « Deux lettres inédites de Jean Jaurès à Eduard Bernstein », *Annales historiques de la Révolution française*, 2/2010, p. 223-229. A noter que Karl Kautsky reviendra sur ce jugement bien plus tard, par exemple dans un portrait de Jean Jaurès écrit en 1934 : voir « Un portrait inédit de Jean Jaurès par Karl Kautsky », *Cahiers Jaurès*, n° 185, juillet-septembre 2007, p. 107-113.

13. Lettre parfois mentionnée mais jamais publiée intégralement jusqu'à notre transcription (*art. cit.*).

La réception en Allemagne d'un Jaurès doit être mise en parallèle avec celle de Karl Kautsky en France. En effet, pour tenter de promouvoir une lecture alternative à celle de Jean Jaurès qu'ils combattent alors féroce­ment pour son soutien à la politique ministérielle, les guesdistes font la promotion d'une brochure de Karl Kautsky sur la Révolution française, *La Lutte des classes en France en 1789*, alors récemment traduite de l'allemand par Edouard Berth et dont Jules Guesde, d'après des correspondances entre l'éditeur et le social-démocrate allemand, devait initialement rédiger la préface... au moment même où Jules Guesde venait de décliner l'invitation de Jean Jaurès à écrire une partie de *l'Histoire socialiste*¹⁴. Il y a là indéniablement deux réseaux franco-allemands concurrents, fondés sur des alliances qui recoupent des divergences importantes. Néanmoins, celles-ci sont parfois conjoncturelles et les lignes de clivage complexes empêchent toute affirmation trop simple. Si

14. Pour une étude détaillée de cette réception, voir notre contribution : « Un moment méconnu de l'historiographie : l'introduction et la diffusion en France de l'ouvrage de Karl Kautsky *La lutte des classes en France en 1789* », *Annales historiques de la Révolution française*, 4/2008, p. 105-130.

Jean Jaurès s'affiche publiquement (et stratégiquement) du côté de Karl Kautsky dont l'autorité est alors au plus haut dans l'Internationale socialiste, il est, comme nous l'avons relevé, assez proche de Eduard Bernstein au niveau théorique... Inversement, Karl Kautsky a conscience des limites théoriques de ses alliés français (que l'on compare les pamphlets d'un Paul Lafargue aux sommes rédigées par Karl Kautsky pour mesurer la différence qui les sépare !), mais il s'appuie sur eux pour des raisons politiques.

Ainsi, à travers la lecture d'un événement historique majeur – la Révolution française – aux résonances immédiates avec le présent, on peut tracer des divergences que l'on retrouvera dans l'histoire des socialismes et des marxismes au XX^{ème} siècle. Le moment de ces lectures croisées de la « Grande Révolution » est donc important et va au-delà d'une simple querelle d'interprétation sur des événements historiques. Au fond, c'est toute l'originalité de la voie vers le socialisme telle qu'elle est envisagée par Jean Jaurès qui est en cause dans la « tradition révolutionnaire » française issue de 1789. En réaction aux

débats avec les Allemands, Madeleine Rebérioux relevait que Jean Jaurès avait « renforcé ce qu'il y avait de "français" dans son socialisme »¹⁵ : ajoutons que cela ne signifie pas que ce débat a simplement confirmé sa vision du socialisme en germe depuis les années 1890, mais que l'élaboration de celle-ci est étroitement dépendante, certes du contexte politique français, mais aussi de la confrontation d'une lecture des traditions de 1789-1794 avec l'orthodoxie marxiste en Allemagne, ce que l'on souligne trop rarement. Un observateur informé du mouvement ouvrier français comme Léon Trotsky, dont Madeleine Rebérioux estimait qu'il avait, à la différence d'un Lénine, « admirablement compris Jaurès », résumait bien le problème en affirmant que « la solution de l'énigme du rôle politique de Jaurès se trouve dans la tradition révolutionnaire »¹⁶.

Cet exemple, qui se veut une première approche, montre que les lectures de Jean Jaurès gagnent à être confrontées

15. Madeleine Rebérioux, « Jaurès et le marxisme », *Histoire du marxisme contemporain*, Paris, 10/18, t. 3, 1977, p. 237.

16. Madeleine Rebérioux, *Jaurès, la parole et l'acte*, Paris, Gallimard, 1994, p. 143.

à l'échelle internationale. Sans exclusive, deux autres axes de recherche peuvent être esquissés. D'une part, les textes de Jean Jaurès sur les mondes non européens, pour certains très peu connus, permettent de voir à quel point les singularités de son socialisme républicain « à la française » n'étaient pas incompatibles avec une attention aux problèmes d'autres espaces géographiques où le socialisme devait nécessairement prendre des formes différentes. L'édition de ces contributions sur le « pluralisme culturel » en 2011-2012, dans le cadre des *Cœuvres de Jean Jaurès* aux éditions Fayard, devrait permettre de prolonger la démarche en ce sens. D'autre part, une étude comparée de la façon dont l'œuvre jaurésienne a été « exportée » dans divers contextes nationaux ouvrirait aussi des perspectives intéressantes sur l'histoire de la circulation internationale des idées socialistes. Pour en rester à *l'Histoire socialiste*, on remarque qu'aucune des deux Allemagnes après 1945 n'a traduit l'ouvrage (à l'exception de brefs extraits), alors que deux éditions significatives sont à signaler en URSS et en Chine. Lectures rétrospectives qui peuvent surprendre. Mais

cela n'épuise pas le problème des raisons d'un tel transfert : en Chine, l'intérêt pour Jean Jaurès au début des années 1980 est à replacer dans une optique d'élaboration d'une voie vers le socialisme différente des autres « socialismes réels »¹⁷...

Signalons, pour conclure, que l'étude de la réception des éditions françaises elles-mêmes reste encore à approfondir dans leurs contextes spécifiques : si c'est l'historien Albert Mathiez qui contribue pour la première fois à réellement diffuser dans les années 1920 une œuvre mal reçue à l'origine, c'est l'édition d'Albert Soboul qui fait de *l'Histoire socialiste* de Jean Jaurès un classique de l'historiographie. Publiée aux Editions sociales – alors organiquement liées au PCF – elle a une importance particulière puisqu'il s'agit de la dernière édition en date, dont nous sommes encore tributaires¹⁸. Or celle-ci est à situer aux lendemains du comité central du PCF en 1966

17. Voir par exemple Ma Seng-Li, « Jaurès et la Chine », *Bulletin de la SEJ*, n° 88, janvier-mars 1983, p. 3-12.

18. Il existe une réimpression brochée par les Editions sociales (1983-1989).

à Argenteuil qui autorise des ouvertures intellectuelles ; le choix de republier Jean Jaurès à cette période n'est pas anodin, tout comme celui de donner des intertitres différents de l'édition des années 1920, les changements d'appareils critiques étant moins anecdotiques qu'il n'y paraît¹⁹. Autant de chantiers qui ouvrent de nouvelles perspectives sur les interprétations du socialisme jaurésien, et la façon dont celui-ci a façonné les gauches françaises sur le long terme.

19. Merci à Yannick Bosc (Université de Rouen) de m'avoir indiqué quelques exemples significatifs de ces différences.

LES DIFFICULTÉS DE L'ENTENTE CORDIALE : LES USAGES DE LA RÉFÉRENCE AU *LABOUR* DANS LA SFIO DE JEAN JAURÈS

Emmanuel Jousse

« Il y a dans cette activité audacieuse et tranquille quelque chose de sain et de grand, et je n'ai pu m'empêcher plus d'une fois, devant ce spectacle, de rêver ardemment pour notre pays plus de hardiesse calme dans l'action, plus de robustesse et de décision dans la vie. »¹

En visite à Londres pour le congrès de l'Internationale socialiste en 1896, Jean Jaurès manifeste avec chaleur son enthousiasme pour la Grande-Bretagne, pour la

1. Jean Jaurès, « A Londres », *La Dépêche*, 29 juillet 1896, in Rémy Pech et Remy Cazals (dir.), *L'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche*, Toulouse, Editions Privat, 2009, p. 379.

Emmanuel Jousse est agrégé d'histoire, attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à Sciences Po Paris. Il prépare actuellement une thèse *Du socialisme réformiste au socialisme des experts. La construction du réformisme français, 1871-1918*. Il a reçu en 2006 le Prix de la Fondation Jean-Jaurès pour son travail sur Eduard Bernstein, publié en 2007 sous le titre *Réviser le marxisme ?* (collection Des poings et des roses, Editions L'Harmattan).

puissance de sa classe ouvrière et pour la perfection de ses institutions parlementaires. Le tribun socialiste distingue outre-Manche un chemin que le socialisme français doit emprunter à son tour, mais l'horizon se voile de brouillards qui l'incitent à la prudence : « Il y faudrait séjourner plusieurs mois pour saisir la physionomie des partis et démêler le secret des esprits. »

Le discours jaurésien sur le travaillisme oscille entre l'admiration et la défiance, entre l'idéalisation et la déception. Cette incertitude sur la nature et la valeur du socialisme en Grande-Bretagne avant 1914 est partagée par la SFIO dans son ensemble, et son exemple est rarement invoqué. Les socialistes français sont peu réceptifs à des doctrines qui s'appuient sur des éléments autochtones². Ils restent méfiants devant ce mouvement dominé par les *trade unions*, organisations professionnelles plus occupées à porter des revendications économiques qu'à poursuivre

2. Stanley Pierson, *Marxism and the Origins of British Socialism. The Struggle for a New Consciousness*, Ithaca, Cornell University Press, 1973 ; Jay M. Winter, *Socialism and the Challenge of War. Ideas and Politics in Britain 1912-1918*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1974.

l'idéal d'un ordre radicalement nouveau³. La Manche creuse ainsi un fossé d'ambiguïtés, ou d'indifférence, qui rend le travaillisme incomparable à ses homologues continentaux.

Le cas britannique constitue dès lors un défi à toute analyse comparée, tant semble insurmontable l'altérité radicale du travaillisme, conjuguée à l'irréductible originalité du socialisme français. Mais paradoxalement, c'est la notion même d'exception – plus que celle de norme – qui permet de jeter un pont entre les deux mouvements, parce qu'elle se pose en termes proches. En France comme en Grande-Bretagne, les socialistes sont divisés en organisations concurrentes, tardivement unifiées à l'issue d'intenses luttes politiques et sous la pression de l'Internationale. En France comme en Grande-Bretagne, l'existence d'un régime parlementaire pose avec acuité le problème de la participation des socialistes au pouvoir.

3. Andrew Thorpe, *A History of the British Labour Party*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1997, p. 8-35 ; Keith Laybourn, *A Century of Labour. A History of the Labour Party*, Stroud, Sutton Publishing, 2001, p. 1-24.

En France comme en Grande-Bretagne, l'affirmation forte d'un mouvement syndical, distinct des organisations électorales ou partisans, menace de dissocier action politique et action économique. La comparaison ne peut donc s'appuyer ici sur un troisième terme défini, dans une démarche où distance et proximité seraient évaluées à partir des « traits qui nous paraissent importants dans une cohérence logique et une absence d'évolution qu'ils n'ont pas connues à ce point dans la réalité »⁴. Ce n'est pas à partir de traits idéaux du socialisme que la comparaison doit s'établir, mais à partir des questions qui structurent l'évolution des deux mouvements, qui ont été résolues en fonction de contextes particuliers. L'utilisation par Jean Jaurès en particulier, et par la SFIO en général, de la référence au travaillisme britannique, de ce point de vue, présente une forme de paradoxe : comment un parti, qui proclame son internationalisme jusque dans sa titulature officielle, peut-il à ce point rester silencieux sur l'un des « partis frères » les plus puissants de

4. Max Weber, « L'éthique économique des religions mondiales », in Max Weber, *Sociologie des religions*, textes réunis et présentés par Jean-Pierre Grossein, Paris, Gallimard, 1996, p.368.

l'époque ? Cette discrétion est lourde de signification, si l'on considère que les questions posées aux socialistes britanniques sont précisément celles qui traversent le socialisme français au même moment. Plus qu'un exemple pour définir un horizon d'attente, la référence au travaillisme serait comme un révélateur clarifiant un champ d'expériences, invitant davantage au retour sur soi qu'à la compréhension de l'étranger. Comprendre les usages de la référence au travaillisme dans le discours jaurésien et, plus généralement, dans ceux de la SFIO, c'est donc mettre en lumière la valeur de l'internationalisme, qui semble perpétuellement se briser contre la partialité de l'information et la prégnance des préjugés nationaux. Observant avec circonspection son double sur l'autre rive de la Manche, comme un frère ennemi que l'orgueil national éloigne mais que l'histoire rapproche, le socialisme français tisse au gré des circonstances une relation qui tient davantage de la défiance envers la « perfide Albion » que de l'Entente cordiale.

Les cadres de la référence jaurésienne au travaillisme

L'admiration pour une démocratie parlementaire idéale est un thème qui court dans les écrits de Jean Jaurès tout au long de sa carrière politique. Dès 1888, il salue la stabilité des principes démocratiques en Grande-Bretagne, qui assourdissent les rivalités partisans par la recherche constante du consensus⁵. Plus précisément, le système parlementaire anglais est un horizon que trois perspectives permettent d'atteindre. Le fonctionnement harmonieux des institutions est d'abord assuré par l'existence d'un « esprit » anglais, d'essence démocratique, qui répugne à la violence pour résoudre la question sociale⁶. Ce pragmatisme fonde, pour Jean Jaurès, une pratique institutionnelle équilibrée, dans laquelle le *Cabinet* (gouvernement), soutenu par un parti fort, propose rapidement des projets de loi connus et discutés par un large

public, et votés par les Chambres dans les meilleurs délais. Le bon fonctionnement de ce système parlementaire ouvre au mouvement ouvrier l'horizon de la société idéale, annoncée par « un Parti du Travail très puissant et arrivant enfin au pouvoir », maniant « le mécanisme parlementaire et législatif »⁷. Davantage que le travaillisme lui-même, c'est donc le système politique anglais dans son ensemble que salue Jean Jaurès, parce qu'il permet la réalisation progressive et légale d'un socialisme adossé à la démocratie.

Il n'en reste pas moins que l'idéalisation du parlementarisme anglais tant vanté par Jean Jaurès s'inscrit dans la tradition des Lumières, occultant les évolutions progressives d'institutions qui ne correspondent pas exactement aux représentations françaises, masquant aussi la difficulté d'accorder des intérêts contradictoires, ou la violence des luttes sociales. Mais la distance entre l'idéal supposé et sa réalité avérée importe assez peu au demeurant :

5. Jean Jaurès, « Stabilité ministérielle », *La Dépêche*, 22 juillet 1888.

6. Jean Jaurès, « Efficace et rapide », *La Dépêche*, 1^{er} juin 1911.

7. Jean Jaurès, « En Angleterre », *L'Humanité*, 6 septembre 1909.

ce qui importe n'est pas de décrire fidèlement une expérience politique étrangère, mais de mieux mettre en valeur les limites de la III^{ème} République. L'esprit pragmatique des Anglais est ainsi mis en opposition avec le conservatisme des cercles dirigeants français, « timide et stérile »⁸, qui conduit à un blocage inévitable empêchant toute avancée sociale. Cette utilisation de stéréotypes nationaux est explicable, tant les connaissances de Jean Jaurès du travaillisme semblent fragmentaires. Les sources doctrinales anglaises restent en effet très marginales dans sa réflexion, à l'inverse des références allemandes. Jean Jaurès ne parle pas l'anglais, ce dont témoigne Emile Vandervelde :

« C'est ainsi que voyageant en Angleterre, avec un dictionnaire de poche dans les mains, il avait appris un certain nombre de mots anglais, et, dans le train, s'efforçait, avec sa communicative gaieté, de nouer conversation avec tout le monde. Seulement il n'avait qu'une idée très vague de ce

8. Jean Jaurès, « La France routinière », *L'Humanité*, 30 mai 1914.

que pouvait être la prononciation, et il fallait voir la tête de ces braves Britanniques, au contact de ce joyeux gentleman, bon vivant et haut en couleur, qui leur disait d'une voix de cuivre et avec un irrésistible sourire, des choses qui leur étaient totalement incompréhensibles. »⁹

Mais sans être familier de la langue ou de la culture anglaises, Jean Jaurès entretient des contacts réguliers avec les principales figures du travaillisme, par les congrès internationaux ou son activité au Bureau socialiste international (BSI). Sa participation au congrès de Londres en 1896 est l'occasion d'un premier échange et le discours qu'il prononce sur l'activité politique des socialistes français le 30 juillet fait une très forte impression¹⁰. Il est probable que Jean Jaurès ait saisi cette occasion pour rencontrer Keir Hardie, dont il peine à orthographier le nom (« Reir Hardie » dans *Le Matin*¹¹),

9. Emile Vandervelde, *Jaurès*, Paris, Alcan, 1929, p. 2.

10. *Full Report of the Proceedings of the International Workers' Congress*, London, The Labour Leader, 1896, p. 23 (nous traduisons).

11. *Le Matin*, 31 juillet 1896.

ou Tom Mann, qui fait l'objet de louanges appuyées¹². Malgré tout, Jean Jaurès reste méfiant envers un mouvement indéterminé, qui porte la lutte de classe en Grande-Bretagne mais ne s'affiche pas clairement socialiste.

Certes, il lui reconnaît une force portée par les *trade unions*, qui déploient leurs revendications sociales et économiques, permettant « au prolétariat anglais [...] d'être maître de lui-même et de tous ses éléments, et d'exercer une action méthodique, une action d'ensemble et de masse débarrassée des accidents puérils de violence »¹³. Mais son jugement est fortement nuancé, car cette action corporative n'est pas accompagnée d'une action politique. La méfiance est ici indissociable de la manière dont Jean Jaurès pense l'organisation et le but socialistes : un mouvement qui doit transformer l'humanité entière en s'appuyant sur la démocratie, expression de la force populaire

12. Jean Jaurès, « L'Avenir », *La Petite République*, 8 janvier 1898, in Jean Jaurès, *Œuvres*, t. 6 (édition établie par Eric Cahm), Paris, Fayard, 2001, p. 312.

13. Jean Jaurès, « Action ouvrière anglaise et gouvernement », *L'Humanité*, 12 septembre 1909.

(ce qu'achève le parlementarisme britannique) ; un mouvement qui, dans sa stratégie, doit intégrer l'ensemble des forces ouvrières, qu'elles soient partisans, syndicales ou coopératives (ce que ne réalise pas le travaillisme). Le discours de Jean Jaurès sur le travaillisme britannique s'intègre ainsi dans un ensemble de représentations et de réflexions plus large : il constitue le point d'aboutissement d'un idéal démocratique et parlementaire, nécessaire à la réalisation progressive du socialisme ; il est évalué en fonction d'un horizon particulier, celui d'un mouvement qui rassemble toutes les forces ouvrières. La première perspective suscite l'admiration, la seconde maintient la réserve. Ces deux points de vue constituent l'endroit et l'avvers d'une même pièce, celle de la définition jaurésienne du socialisme forgée dans le contexte français, le mouvement ouvrier anglais n'est guère analysé pour lui-même, mais en fonction des impératifs politiques du parti que Jean Jaurès cherche à unir puis à maintenir.

Le travaillisme britannique au miroir du socialisme jaurésien

La condition impérative pour que le travaillisme obtienne droit de cité dans l'Internationale est, selon Jean Jaurès, qu'il se dote d'un parti autonome, instrument de la lutte commune contre le capitalisme et ses excès. Lorsque les circonstances l'exigent, le tribun appelle à l'unité des travaillistes, comme pendant la crise de Fachoda en 1898, ou lors de la crise marocaine de 1905. Ces espoirs sont déçus par la division du socialisme anglais, aussi profonde que celle de leurs camarades français. La référence au travaillisme permet donc d'affirmer l'internationalisme, mais aussi d'encourager l'union des factions socialistes en France : si les ouvriers anglais parviennent à se rapprocher dans le cadre du *Labour Representation Committee* en 1900, il n'existe aucune raison pour que les Français ne puissent les imiter après le congrès de la salle Japy en 1899. Mieux, la référence anglaise fait partie de l'argumentaire utilisé par Jean Jaurès pour faire valoir sa propre conception de l'action socialiste, alors que fait rage le

débat ouvert par l'entrée d'Alexandre Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau en juin 1899. Au congrès de Paris en 1900, il utilise ainsi l'exemple anglais pour légitimer le soutien accordé au ministre du Commerce et de l'Industrie, et déclare que « la faillite du vieux parti libéral [...] obligera un nouveau parti libéral plus démocratique à entrer en action, où [...] les prolétaires anglais seront appelés »¹⁴. La stratégie jaurésienne, qui consiste à s'appuyer sur une expérience étrangère pour faire triompher ses conceptions, révèle ici toutes ses limites : la comparaison est refusée par la délégation britannique elle-même, soucieuse de rester neutre dans un débat dont elle ne perçoit pas la pertinence. La référence au travaillisme prend de ce fait son autonomie vis-à-vis de la réalité qu'elle désigne, pour être investie dans des controverses particulières : celles des socialistes français. Elle devient un argument rhétorique pour désigner un horizon ouvert pour le mouvement en voie d'unification : celui d'un réformisme assumé.

¹⁴. *Cinquième congrès socialiste international*, Compte rendu analytique non officiel, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1901, p. 130-131.

Cette utilisation est plus affirmée encore à partir de 1906, alors que la situation politique anglaise évolue rapidement. Les élections générales permettent au cabinet libéral de Campbell-Bannerman de s'engager résolument dans une politique sociale ambitieuse (réduction du temps de travail à huit heures hebdomadaires dans les mines, fixation d'un salaire minimum dans certaines branches, premiers développements d'une protection sociale). Ces réformes sont obtenues alors que le *Labour*, fondé dans le sillage des élections en février 1906, réalise sa première percée électorale. Le nouveau parti, dont la naissance est associée aux réformes libérales, est toujours salué par Jean Jaurès comme un espoir pour le socialisme international. L'efficacité d'une transformation sociale progressive par la réforme est assurée par le fait que « depuis des années, il n'y a pas eu, entre la classe ouvrière et lui (le gouvernement), de conflit aigu, de collision sanglante »¹⁵. En somme, la stratégie politique adoptée par le *Labour* est celle d'un réformisme fondé sur

15. Jean Jaurès, « Action ouvrière anglaise et gouvernement », *L'Humanité*, 12 septembre 1909.

la pratique du compromis, qui permet de faire advenir légalement la société socialiste. Cet idéal se précise encore lorsque la Grande-Bretagne est secouée d'une vague de grèves inédite en 1910-1911, le *Labour Unrest*. Jean Jaurès salue dans cette actualité brûlante la jonction entre action syndicale et action partisane, qui permet la réalisation de vastes réformes. A nouveau, cette admiration repose sur des représentations, ignorant la violence du mouvement, ainsi que ses échecs relatifs. Mais son idéal d'un travaillisme réformiste et légal unissant dans une même action parti et syndicat n'est pas anodin : il correspond en fait à celui qu'il voudrait voir réalisé en France. L'articulation entre parti et *trade unions* est un exemple à suivre pour la France, où « un grand effort est tenté pour opposer le syndicalisme et le socialisme »¹⁶. Ce qui importe aux yeux de Jean Jaurès, en définitive, c'est bien de définir, par le prisme de l'étranger, une voie française du socialisme qui soit adaptée aux exigences du Parti dont il cherche à maintenir l'unité.

16. Jean Jaurès, « Toute l'action », *L'Humanité*, 17 mars 1912.

La référence au travaillisme britannique, plus qu'une expérience étrangère étudiée pour elle-même, est ainsi intégrée dans un argumentaire qui relève essentiellement de débats propres au socialisme français. Pour Jean Jaurès, il est la preuve qu'une stratégie politique fondée sur l'articulation entre la poursuite progressive de réformes par le parti et l'action légale du mouvement syndical peut aboutir. Cette vision reste irénique, tant elle ignore les faiblesses d'un parti qui peine à se dégager de l'influence libérale et à fédérer les forces ouvrières, et tant elle ignore la violence d'actions syndicales qui menacent le pays du pragmatisme d'une révolution violente. Mais malgré ces limites, elle acquiert une dimension particulièrement intéressante : analysée comme un miroir, elle révèle en creux les faiblesses et les ambitions du socialisme français.

Le travaillisme britannique au miroir des débats de la SFIO

En l'absence d'informations et de contacts, la SFIO dans son ensemble reste indifférente au *Labour*. Hormis Jean Longuet qui se charge d'informer les lecteurs de

*L'Humanité*¹⁷, les socialistes qui font état de l'actualité anglaise sont rares. Mais des contacts privilégiés peuvent être exceptionnellement établis lorsque les travaillistes envoient une délégation aux congrès de la SFIO : deux représentants sont à Limoges en 1906, et Keir Hardie assiste au congrès de Lyon en 1912. La présence du chef travailliste est l'occasion pour le congrès de manifester son soutien au *Labour*, qui obtient des réformes par une lutte ouvrière résolue. Mais de telles déclarations sont rares, car l'envoi d'une délégation anglaise reste très épisodique. L'admiration pour le travaillisme britannique cache en réalité une méfiance profonde, devant ce mouvement qui peine à réaliser son unité et qui refuse l'étiquette socialiste. Un délégué britannique au congrès de 1906 appelle ainsi les socialistes français à « faire à Stuttgart pour l'Angleterre ce que les camarades allemands ont fait à Amsterdam pour la France »¹⁸, c'est-à-dire appeler les travaillistes à l'unité.

17. Gilles Candar, *Jean Longuet (1876-1938), un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 73-75.

18. *Troisième congrès national tenu à Limoges les 1-4 novembre 1906. Compte rendu analytique*, Paris, Parti socialiste SFIO, 1906, p. 15.

La question devient brûlante alors que l'Internationale reçoit favorablement l'adhésion du nouveau parti au congrès de Stuttgart en 1907, et que la délégation française au BSI se divise. Edouard Vaillant accepte la candidature travailliste, mais la suppléante de Jean Jaurès la rejette, au motif que les organisations ouvrières anglaises refusent de se dire socialistes. Le congrès de la SFIO à Toulouse en 1908 se saisit de la question, et Jean Longuet souligne l'importance numérique du mouvement anglais fort d'un million et demi de militants, avant de poser nettement la question : « Nous appartient-il [...] de manifester à leur égard une défiance que je considérerais comme tout à fait maladroite ? »¹⁹. Soutenue par Edouard Vaillant et Paul Lafargue, une motion est votée, dont la formule traduit bien le trouble des socialistes français :

« Le Congrès salue avec joie la décision du BSI confirmant l'entrée dans l'Internationale Ouvrière du Parti du Travail anglais, constitué doctrinalement en conformité avec le

19. *Cinquième congrès national tenu à Toulouse les 15-18 octobre 1908*, Paris, Parti socialiste SFIO, p. 113.

programme socialiste, et en fait comme une organisation de classe. »²⁰

Les raisons qui incitaient Jean Jaurès à saluer la force du *Labour*, qui s'appuie sur un mouvement syndical puissant pour transformer légalement la société idéale, sont précisément celles qui poussent la SFIO à s'en défier. Loin de constituer un horizon comme la social-démocratie allemande, le travaillisme est donc évoqué incidemment au cours des débats du parti, mais sans jamais obtenir le statut d'exemple.

La référence anglaise est donc mobilisée par la SFIO en fonction des débats qui l'agitent, comme celui sur la valeur de la réforme parlementaire au congrès de 1908. Paul Lafargue intervient pour soutenir que les réformes seules « ne peuvent pas rendre sa vie supportable dans la société capitaliste »²¹. Pour appuyer sa position, il invoque l'exemple britannique pour montrer que le réformisme ne

20. *Ibid.*, p. 115-116.

21. *Ibid.*, p. 136.

peut transformer la condition ouvrière, « tout aussi insupportable de l'autre côté de la Manche »²². Edouard Vaillant, lui, défend l'articulation nécessaire entre action réformiste et action révolutionnaire et, comme Paul Lafargue, utilise l'exemple du travaillisme en lui conférant une signification totalement différente. Le *Labour* a réussi à faire adopter des réformes en conciliant la lutte syndicale et la lutte politique, en s'appuyant sur les institutions parlementaires, en mobilisant « toutes les forces de leur organisation »²³. Le travaillisme fait donc l'objet d'usages contradictoires, chaque orateur y trouvant les éléments qui servent sa démonstration. Le débat sur l'articulation entre parti et syndicat, aux congrès de Limoges en 1906 puis de Nancy en 1907, montre une utilisation comparable de l'exemple britannique à des fins stratégiques. Pour les partisans d'un rapprochement entre la SFIO et la CGT, la référence sert à justifier les mérites d'une action coordonnée. En revanche, les partisans

22. *Ibid.*, p. 137.

23. *Ibid.*, p. 163.

d'une séparation nette entre le parti et le mouvement syndical soulignent les particularités de l'expérience anglaise, inimitable ailleurs. A Limoges, cette position est défendue par Gustave Hervé pour qui « le mouvement qui s'est produit en Angleterre [...] ne marque qu'une étape que nous avons franchie, ici, au point de vue révolutionnaire »²⁴. Très épisodiques dans les comptes rendus des congrès de la SFIO avant 1914, les références au travaillisme britannique traduisent une méconnaissance certaine du mouvement d'outre-Manche, admiré pour ses réalisations mais décrié pour la tiédeur de son engagement socialiste. Le *Labour* semble charrier avec lui un ensemble de représentations, qui participent autant d'idées reçues que de faits avérés, suffisamment obscures pour être mobilisées au service d'argumentaires contradictoires, mais trop floues pour servir de référence réelle au parti. Cet intérêt distrait fait écho à l'utilisation par Jean Jaurès de la référence anglaise, davantage mobilisée pour mettre en lumière les défauts et les perspectives du socialisme français qu'étudiée

24. *Troisième congrès national tenu à Limoges les 1-4 novembre 1906, op. cit.*, p. 162-163.

pour elle-même, comme une voie offerte à un socialisme en définition.

Les ambiguïtés d'une « Entente cordiale » entre le *Labour* et la SFIO prennent en définitive une teinte particulière, à la lumière des usages et des méprises de la référence anglaise. L'analyse du discours jaurésien permet de mesurer à quel point la vision du travaillisme reste prisonnière des cadres intellectuels relevant davantage de la représentation partagée que de la connaissance directe. Il représente l'aboutissement d'une démocratie parlementaire exemplaire qui se transforme pacifiquement par la montée en puissance d'un mouvement ouvrier homogène. Mais, pour Jean Jaurès, il lui manque l'essentiel : le souffle révolutionnaire nécessaire au triomphe du socialisme. La manière dont il emploie l'exemple anglais dépend donc étroitement de l'objectif et des méthodes qu'il défend dans un socialisme français qui se structure. Pour cette raison, l'évocation du travaillisme ne peut être isolée de ses interventions politiques qui, elles, obéissent à des impératifs nationaux, et le détour par l'étranger ne

prend sens que par le retour sur soi. Cette ignorance intéressée peut être étendue à la SFIO dans son ensemble, mais sans doute pour une raison différente. Ce que les socialistes français perçoivent surtout du *Labour*, c'est un mouvement à la doctrine non identifiée, une action myope qui s'empresse de réaliser des réformes immédiates plutôt que de poursuivre un idéal révolutionnaire, et un parti qui saute allègrement le pas du soutien à un gouvernement bourgeois. En somme, pour la SFIO, le *Labour* est le paragon du socialisme réformiste et, pour cette raison même, son utilisation reste toujours délicate. Les difficultés de l'Entente cordiale, au fond, signifient bien davantage qu'une ignorance polie : elles révèlent la difficulté pour le socialisme français avant 1914 de s'engager résolument sur la voie réformiste, à l'inverse du *Labour*.

L'analyse comparée entre socialisme français et travaillisme britannique ouvre ainsi une voie praticable à l'historien, si elle prend pour objet les questions posées aux deux mouvements dans un même moment. La façon

dont chacun d'entre eux résout, selon les limites et le contexte qui lui sont propres, le problème de son unité politique, de sa méthode d'action ou de sa relation au pouvoir, informe sur les portes qui s'ouvrent et se ferment chez l'autre. Dans ce jeu de miroirs et de reflets, le recours à la référence étrangère acquiert une place importante parce qu'elle est l'un des pivots de stratégies argumentatives qui légitiment ou disqualifient ces choix : l'exemple travailliste permet à Jean Jaurès de justifier son socialisme démocratique synthétisant les forces ouvrières, à la SFIO d'exclure le choix du réformisme. L'Internationale socialiste, de ce fait, n'apparaît pas seulement comme un instrument de coordination des partis, mais aussi comme un réservoir d'expériences et de références, à la fois idéales et réelles, qui aident à la définition des socialismes nationaux. Jean Jaurès, dans *L'Armée nouvelle*, écrivait « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène ». Cette célèbre phrase peut être lue littéralement : loin de perdre le regard vers une ligne d'horizon globale qui masque les particularismes nationaux, la

connaissance de l'étranger est précisément la condition d'une meilleure compréhension du socialisme français, de ses possibilités comme de ses perspectives.

JEAN JAURÈS ET LA TURQUIE. LA FÊLURE DES MASSACRES ARMÉNIENS

Vincent Duclert

La Turquie fut, pour Jean Jaurès, un sujet d'attention constante, depuis ses débuts dans la vie politique comme jeune député socialiste jusqu'aux dernières heures de son existence lorsque s'imposèrent la guerre mondiale et sa violence extrême annoncées par les guerres balkaniques de 1913¹. Si l'Empire ottoman demeure souverain pour toute la période étudiée – la République turque n'existant qu'à partir du 20 octobre 1923 à l'issue de la guerre d'indépendance menée par Mustapha Kemal –, les notions

Vincent Duclert est professeur agrégé à l'EHESS et directeur adjoint de la Mention Histoire. En 2010, il a publié *L'avenir de l'histoire* (Editions Armand Colin), *La République imaginée, 1870-1914* (collection « Histoire de France », Editions Belin) et *L'Europe a-t-elle besoin des intellectuels turcs ?*, avec une postface d'Hamit Bozarslan (Editions Armand Colin).

1. Cf. Madeleine Rebérioux, « Jaurès et la Turquie », *Jean Jaurès. Bulletin de la SEJ*, n° 109, avril-juin 1988, pp. 8-10, et « Jaurès et les Arméniens », *Jean Jaurès. Bulletin de la SEJ*, n° 121, mai-juillet 1991, pp. 4-9.

de Turcs et de Turquie restent très présentes, et même de plus en plus à mesure que progressent la révolution dite « jeune-turque » et la revendication du nationalisme turc. Cette dynamique du fait turc se heurte à la question arménienne, à deux reprises, au cours des « grands massacres » arméniens de 1894-1896, commis par l'Empire sous le règne du sultan Abdülhamid II, et en 1909 lors des massacres d'Adana dont la responsabilité revint à la révolution jeune-turque. Confronté à ces deux événements qui intéressaient l'Europe entière, à la fois parce qu'elle était protectrice des Arméniens depuis le traité de Berlin conclu le 13 juillet 1878 et parce qu'elle exerçait une domination de plus en plus vive sur l'Empire, Jean Jaurès eut, comme nous allons le voir, une attitude diamétralement opposée, lourde de conséquences et d'enseignements.

Face aux grands massacres hamidiens. La gloire de Jean Jaurès en 1896

Après l'été 1894 pendant lequel débutèrent les grands massacres du « sultan rouge », Jean Jaurès se saisit du

drame historique. Le 27 janvier 1895, il publie dans *La Petite République* que dirigeait Alexandre Millerand un premier article, « En Arménie ». Mais il n'a pas encore parlé devant la représentation nationale, et personne n'imagine même qu'il puisse intervenir dans un débat précédemment ouvert par des parlementaires catholiques. Il intervient pourtant le 3 novembre 1896. Son discours en faveur des Arméniens prend place dans la discussion « d'interpellations relatives aux événements d'Arménie ». Jean Jaurès monte à la tribune après les députés Denys Cochin et Albert de Mun. Il succède également au radical Gustave-Adolphe Hubbard. Il s'exprime à nouveau sur le sort des Arméniens le 22 février 1897 au cours d'une interpellation « sur les intentions du Gouvernement relativement aux événements de Crète », et encore le 15 mars 1897 lors d'une interpellation groupée « sur l'action diplomatique du Gouvernement dans les affaires d'Orient ». Mais le discours du 3 novembre 1896 marque les esprits et les consciences. Il entre même dans la conscience publique et les imaginaires littéraires.

Agé de 37 ans, député depuis trois ans seulement, désormais socialiste, le jeune leader affronte un événement dramatique qui met en question les droits humains les plus fondamentaux, la survie d'un peuple et l'honneur de l'Europe tout entière. Cet événement – les grands massacres commis sur ordre du sultan Abdülhamid II – installe certains des rouages majeurs du processus de destruction qui allait s'opérer contre les Arméniens, entre 1915 et 1917, dans l'Empire ottoman. Durant l'année 1896, les informations rapportées d'Orient sont devenues gravissimes. 200 000 Arméniens sont exécutés, avec une sauvagerie extrême, notamment par la cavalerie personnelle du sultan, les régiments kurdes *hamidiye*. La tragédie des Arméniens révèle aussi bien le basculement du pouvoir d'Abdülhamid dans une tyrannie sanguinaire que l'échec de la politique européenne de protection des minorités (prévue dans le traité de Berlin). Elle souligne le péril auquel conduisent la haine ethnique et la violence politique. Puisque l'opinion française reste peu ou prou silencieuse, puisque le gouvernement refuse toute intervention pour ne pas menacer les intérêts français dans l'Empire ottoman, puisque les

Affaires étrangères écartent même toute investigation sur les faits², un groupe déterminé d'intellectuels et de politiques va se charger, dans la presse et au Parlement, de placer l'Europe et la France devant leurs responsabilités³. Jean Jaurès est l'un d'entre eux.

Son arrivée à la tribune, son discours vibrant et implacable, son courage devant les lâchetés gouvernementales frappent les contemporains. Marcel Proust, dans *Jean Santeuil*, écrit de 1895 à 1899, a témoigné du souvenir qu'il garda de cette séance historique. Donnant à Jean Jaurès les traits du député « Couzon »⁴, le narrateur raconte : « On vient de clore la discussion sur le massacre d'Arménie. Il est convenu que la France ne fera rien. Tout à coup, à l'extrême gauche, un homme d'une trentaine d'années, un peu gros, aux cheveux noirs crépus, et

2. Le *Livre jaune* français sur les grands massacres d'Arménie ne verra le jour qu'en 1897, au moment où ceux-ci avaient cessé – notamment sous la pression internationale.

3. Voir notre article, avec Gilles Pécout : « Les intellectuels français face aux massacres d'Arménie », in André Gueslin et Dominique Kalifa (dir.), *Les exclus en Europe*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, pp. 323-344.

4. Cf. Gilles Candar, « Couzon, le Jaurès de Marcel Proust », *Bulletin de la SEJ*, n° 118, juillet-septembre 1990, pp. 13-15, et Madeleine Rebérioux, « Jaurès et les Arméniens », *id.*, n° 121, mai-juillet 1991, pp. 4-9.

qui vous aurait semblé, si vous l'aviez observé, en proie à un trouble indéfinissable et comme s'il hésitait à obéir à une voix intérieure, se balance un instant sur son banc puis levant le bras d'un geste sans expression, comme arraché par la coutume qui rend nécessaire cette formalité à qui demande la parole, se dirige d'un pas vaillant et comme effrayé de la grande responsabilité qu'il prend, vers la tribune. C'est Couzon. [...] C'est comme un signal qui retentit longuement dans le cœur de Jean. Et en voyant les petites jambes de Couzon se hâter disgracieusement vers la tribune, il lui semble que jamais corps humain n'a exprimé tant de dignité et de grandeur. »⁵

La même admiration, le même sentiment de l'histoire qui s'écrit vont continuer à traverser les pages des poètes et des historiens. En 2006, Raymond Kévorkian, auteur de la première somme historique française sur le génocide des Arméniens, témoigne lui aussi du moment historique du discours de Jean Jaurès : « Sa première intervention a

5. Marcel Proust, *Jean Santeuil*, préface d'André Maurois, Paris, Gallimard, 1952, pp. 316-318.

lieu le 3 novembre 1896, à la tribune du Parlement, plein à craquer. La séance est ouverte par Denys Cochin, mais J. Jaurès ne prend la parole qu'après les interventions des cercles conservateurs. C'est une surprise, car personne ne s'attendait à le voir intervenir sur un sujet de politique étrangère. L'effet en est considérable sur l'assistance et l'opinion publique ; il met notamment en accusation le gouvernement de la République pour la politique qu'il a menée depuis quatre ans à l'égard de la Turquie. Son discours d'une heure et demi marque les véritables débuts du mouvement arménophile en France. Les journaux parisiens, dont chacun sait qu'ils reçoivent de généreux subsides des agents du sultan ottoman, changent alors de ton. »⁶

L'intervention de Jean Jaurès à la Chambre excède largement le simple mouvement conduisant à la formation d'un parti arménophile en France. Le jeune député socialiste ne se transforme pas en porte-parole des seuls Arméniens. Son action se veut plus haute. Dans la solennité

6. Raymond Kévorkian, *Le génocide des Arméniens*, Paris, Odile Jacob, 2006, p. 23.

de son discours et dans sa volonté de briser les complicités françaises, il affirme que la justice ne connaît pas de frontières et que la morale démocratique impose le combat contre la tyrannie où qu'elle soit. L'espoir suscité par l'intervention de Jean Jaurès l'est autant pour les Arméniens que pour la défense de l'idéal démocratique. Son engagement à travers de solennels discours⁷ éclaire la vérité d'un homme et le sens d'une politique. Pour la première fois, Jean Jaurès affronte l'histoire pour tenter d'en modifier le cours. Marcel Proust le ressent avec passion. L'exemple de Couzon-Jaurès lui inspire les réflexions les plus décisives sur le courage et la vérité des hommes, capables de se dresser devant les crimes des États : « La vie et surtout la vie politique n'est-elle pas une lutte, et puisque les méchants sont armés de toutes les manières il est du devoir des justes de l'être aussi, quand ce ne serait que pour ne pas laisser périr la justice. »⁸

7. Ses discours ont été réédités sous le titre *Il faut sauver les Arméniens* dans une édition critique réalisée par nos soins (Paris, Mille et une nuits, 2006).

8. Marcel Proust, *Jean Santeuil, op. cit.*, pp. 322-323.

Jean Jaurès n'est cependant pas le seul socialiste ni même le seul parlementaire à dénoncer les grands massacres commis contre les Arméniens de l'Empire ottoman. Mais la place de cet engagement dans l'histoire intellectuelle et politique du leader socialiste est capitale. Jean Jaurès, comme Charles Péguy, s'y réfère à plusieurs reprises au tournant du siècle, notamment durant l'affaire Dreyfus qui voit les réseaux français pro-arméniens se remobiliser en faveur de la justice et de la vérité⁹. Et la naissance, en octobre 1900, de la revue *Pro Armenia* découle en droite ligne du renforcement de l'ancien combat par la dynamique dreyfusarde¹⁰.

9. Le 24 janvier 1898, Jean Jaurès intervient une nouvelle fois dans la crise ouverte par la publication de « J'accuse... ! » d'Emile Zola. Il parle à la tribune de la Chambre : « J'ose dire même que toutes les fois qu'il y a eu dans le monde des victimes de l'arbitraire, le parti socialiste a protesté. (*Très bien ! très bien à l'extrême gauche.*) Et puisque, messieurs, on semble mêler à ce débat, pour y glisser je ne sais quel soupçon détestable, des questions de religion ou de race, je rappellerai que lorsque, dans un débat récent, de tout autre proportion, il est vrai, de tout autre ampleur et portée, lorsqu'il s'agissait des victimes de la barbarie en Orient, nous ne nous sommes pas demandés si c'étaient des chrétiens ou des catholiques abandonnés ici par le parti catholique. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Quelle que fût la race... [...] quelle que fût la religion, la forme et la victime de l'oppression et de l'iniquité, nous avons protesté toujours, et voilà pourquoi envers un juif comme envers tout autre, nous avons le droit de réclamer l'observation des garanties légales. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.*) » (cité in *Le Parlement et l'affaire Dreyfus 1894-1906. Douze années pour la vérité*, préface de Laurent Fabius, introduction de Madeleine Rebérioux, édition par Vincent Duclert, Paris, Assemblée nationale/Société d'études jaurésiennes, 1998, p. 78).

10. Jean Jaurès et Georges Clemenceau font partie du comité d'édition. Le premier numéro parut le 25 novembre 1900 sous les auspices de la Librairie Bellais.

*Le socialisme français à l'épreuve du massacre d'Adana. L'aveuglement doctrinaire*¹¹

Les journées insurrectionnelles de Constantinople des 23 et 24 juillet 1908 aboutissent à la chute du régime hamidien. Jean Jaurès et les socialistes européens, ainsi que de nombreux intellectuels ou dirigeants progressistes et libéraux, saluent l'avènement de la révolution, promesse de liberté et d'avenir pour les Ottomans, menée par le mouvement progressiste et laïc des « Jeunes-Turcs ». Une nation moderne pouvait naître à l'aube d'un siècle nouveau. Jean Jaurès s'enthousiasme pour la révolution jeune-turque. Comme un soutien accordé au mouvement régénérateur, la publication de *Pro Armenia* est suspendue en septembre 1908. La communauté arménienne retrouve un destin politique, avec ce mouvement des libertés dans lequel elle s'engage. Les leaders politiques

11. Ces développements reposent sur la recherche que nous avons menée sur les massacres d'Adana, dont un premier bilan a été dressé dans une intervention au colloque « Adana 1909: History, Memory, and Identity from a Hundred Year Perspective » d'Emirgan-Istanbul (6 et 7 novembre 2009) notamment organisé par l'université du Bosphore et l'université de Sabanci : « Policy of silence in 1909: France, Europe and the Adana Massacres ».

arméniens sont nombreux à s'impliquer aux côtés des Jeunes-Turcs. Ils contribuent fortement à l'installation du nouveau régime qu'ils ancrent dans un projet démocratique¹². Lorsqu'une contre-révolution tente, le 11 avril 1909, de briser à Constantinople le régime à peine naissant, plusieurs des dirigeants jeunes-turcs trouvent refuge chez les dirigeants nationalistes arméniens de la capitale qui les protègent efficacement. Ceux-ci, tels le député Bédros Haladjian, se révèlent d'ardents démocrates prêts à risquer leur vie pour défendre la révolution jeune-turque.

L'hostilité à l'égard des Jeunes-Turcs et du rôle de leaders arméniens dans le mouvement explique également la montée des tensions dans la province de Cilicie qui n'avait pas été touchée par les « grands massacres » de 1894-1896. L'importante communauté arménienne de sa capitale, Adana, est visée par une série de provocations émanant des autorités locales et d'activistes musulmans. Les Arméniens décident d'y résister, y compris en s'armant.

12. Raymond Kévorkian, *Le génocide des Arméniens*, op. cit., pp. 17-96 (chapitre 1).

Les 14, 15 et 16 avril 1909, ils sont la cible de massacres perpétrés par des éléments turcs avec la complicité des forces de l'ordre. Plusieurs centaines de morts sont relevés dans les ruines des maisons arméniennes. Pressé par les puissances européennes, le gouvernement jeune-turc – qui est parvenu à vaincre la contre-révolution – décide de l'envoi de contingents militaires afin d'assurer la protection de la communauté arménienne. A cette dernière est cependant demandé son désarmement. Mais, lorsque les soldats turcs pénètrent dans Adana, ils massacrent à leur tour les Arméniens, durant trois jours, les 25, 26 et 27 avril 1909¹³. L'ampleur et le degré de violence des massacres sont bien plus élevés que lors du premier massacre. Plus de 20 000 Arméniens périssent, la majorité dans des souffrances extrêmes.

Le nombre des assaillants, leur qualité guerrière, l'emploi d'armes de guerre contre des populations désarmées expliquent l'ampleur des bilans – accrus encore par la

13. Sur les massacres d'Adana, voir la livraison de la *Revue d'histoire arménienne contemporaine* dirigée par Raymond Kévorkian, « La Cilicie (1909-1921), des massacres d'Adana au mandat français » (t. III, 1999).

situation de grande faiblesse des cibles arméniennes qui sortent d'un premier épisode de terreur. Les reportages journalistiques¹⁴, les récits littéraires¹⁵ et les nombreux témoignages directs recueillis dans la ville soulignent l'effroi des observateurs devant le niveau de destruction des biens, des personnes et des corps eux-mêmes. Les documents photographiques montrent quant à eux des quartiers arméniens comme détruits par un bombardement ininterrompu. Ces pièces d'un dossier accablant¹⁶

14. Voir les deux longs articles de l'envoyé spécial du *Matin* à Adana, Antonio Scarfoglio, dans les éditions du 5 et du 7 mai 1909 du quotidien.

15. Au milieu de cette littérature décrivant la destruction émerge *Parmi les ruines*, de Zabel Essayan. Membre d'une commission d'enquête sur les massacres d'Adana, la romancière arménienne écrit ce chef-d'œuvre en 1911. Ce livre est demeuré inédit en langue française et anglaise, à l'exception d'extraits traduits et publiés. Voir notamment Chouchik Dasnabédian, *Zabel Essayan ou l'univers lumineux de la littérature*, Antélias (Liban), Catholicoosat Arménien de Cilicie, 1988 (« Dans les ruines », pp. 107-110), et Marc Nichanian, *Writers of Disaster Armenian Literature in the Twentieth Century*, vol. 1, *The National Revolution*, London and Princeton, Gomidas Institute, 2002 (« In the Ruins », pp. 315-345).

16. Georges Brézols a réuni une grande partie de cette documentation dans un ouvrage publié en 1911 : *Les Turcs ont passé là... Recueil de documents, dossiers, rapports, requêtes, protestations, suppliques et enquêtes, établissant la vérité sur les massacres d'Adana en 1909*, Paris, chez l'auteur (66, bd d'Ornano), (rééd., Paris, Le Cercle des écrits caucasiens, 2009). Le titre fait référence au vers de Victor Hugo dans « L'Enfant grec » : « Les Turcs ont passé là, tout est ruine et deuil... ». Voir également M. Serapian, *Les Vêpres ciliciennes*, Alexandrie, Della Roca, 1909, et Jean d'Annezy, *Au Pays des massacres. Saignée arménienne de 1909*, Paris, Blond et Cie, 1910 (ce texte a été réédité en complément de la réédition du livre d'Alexandre Adossides de 1910, *Arméniens et Jeunes-Turcs. Les massacres de Cilicie*, Paris, Le Cercle des écrits caucasiens, 2009). L'ouvrage de Fredrick Zaccheus Duckett-Ferriman, *Turkish Atrocities. The Young Turks and the truth about the Holocaust at Adana in Asia Minor, during April 1909*, Londres, 1913, a été traduit par Le Cercle des écrits caucasiens en 2009 sous le titre *Les Jeunes-Turcs et la vérité sur l'holocauste d'Adana en avril 1909* (traduction de Jean Barigouan) ; on notera ici l'emploi du terme « holocauste ».

parviennent rapidement en France d'autant que des navires militaires français mouillent dans la rade de Mersin, à trente kilomètres d'Adana. Les marins français sont les témoins des atrocités¹⁷. La terreur infligée par l'armée régulière envoyée en mission de paix a été voulue par les autorités locales et encouragée par de hauts responsables jeunes-turcs à Constantinople.

Au gouvernement français que préside Georges Clemenceau, engagé quinze ans plus tôt contre les grands massacres de 1894-1896¹⁸, la politique est à la non-intervention. Le président du Conseil finit par ordonner aux navires français de recueillir les survivants de la petite ville côtière de Kessab¹⁹ après que les informations les plus dramatiques aient alerté l'opinion. Son

17. Le 7 mai 1909, *Le Figaro* publiait sur trois colonnes à la une le témoignage d'un officier de marine embarqué à bord du *Victor Hugo*. Il attesta de la vitesse avec laquelle les massacres se répandirent en Cilicie, les scènes terribles de meurtre, les corps innombrables flottant sur l'eau, et la passivité des grandes puissances européennes.

18. Cf. *Les massacres d'Arménie. Témoignages des victimes*, préface de Georges Clemenceau, Paris, Mercure de France, 1896.

19. 1450 Arméniens fuyant les massacres seront embarqués sur les navires français. Voir Georges Kévorkian, *La flotte française au secours des Arméniens en 1909 et en 1915*, préface du vice amiral Henri Darrieus, Paris, Editions Marines, 2008.

ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon apparaît plus déterminé devant la représentation nationale, du moins verbalement. Car le constat des horreurs perpétrées sur les Arméniens de Cilicie ne débouche sur aucune action concrète. Il s'agit de ne pas fragiliser le nouveau régime, perçu comme progressiste et moderne, dont l'arrivée était attendue par la diplomatie européenne – particulièrement française. Depuis la révolution jeune-turque, une vague de turcophilie a saisi l'opinion publique, le monde intellectuel et les élites politiques. Confronté aux massacres d'Adana, le gouvernement de Georges Clemenceau décide d'une présentation partielle de l'événement et minimise le rôle de l'armée. Il bénéficie pourtant, pour son information, des dépêches circonstanciées qu'adressent au Quai des diplomates sans concessions²⁰. Le 17 mai 1909, au cours de son intervention à la Chambre des députés, Stephen Pichon déclare que les troupes ottomanes envoyées par

20. L'action du consul de France Fernand Roqueferrier à Alep fut jugée exceptionnelle. Celle des consuls de Mersin et d'Adana resta beaucoup moins mémorable.

Constantinople sur pression des Européens ont « participé » au massacre des populations qu'elles avaient pour mission de protéger²¹.

Pour des raisons qui ne tiennent pas seulement au sentiment général des Français²², Jean Jaurès contribue à l'exonération des responsabilités des Jeunes-Turcs et au refus d'une quelconque intervention pour sauver les Arméniens d'Adana, du moins les quelques milliers de survivants après le double massacre d'avril. Dès que l'information est parvenue en Europe de la reprise des massacres arméniens à grande échelle dans l'Empire ottoman, le leader socialiste publie dans *L'Humanité* qu'il

21. Stephen Pichon déclare devant la représentation nationale : « Il est arrivé malheureusement que des troupes qui avaient été envoyées pour prévenir et réprimer les attentats y ont, au contraire, participé. Le fait est exact » (cité par *Le Temps*, 18 mai 1909). Le ministre des Affaires étrangères estime à 20 000 le nombre des victimes arméniennes. Un télégramme en provenance d'Adana et adressé au député Denys Cochin est annexé au procès verbal de la séance. Il est accablant pour les autorités ottomanes : « Toutes nos informations, d'accord avec la presse européenne, constatent la complicité des troupes dans les effroyables boucheries d'Adana et de la province. Le second massacre du 25 avril fut opéré par les troupes mêmes envoyées de Dede Aghatch pour réprimer les désordres. Des scènes d'atrocités irréparables se sont produites. Toute la Cilicie est ruinée, en proie à la famine et à la misère ».

22. Jean Jaurès peut être aussi considéré comme représentatif d'un tel mouvement intellectuel et culturel. Voir Alain Quella-Villéger, « Jean Jaurès et Pierre Loti, de la littérature à la turcophilie », *Jean Jaurès. Bulletin de la SEI*, n°109, avril-juin 1988, pp. 4-7.

dirige un court article, le 7 mai 1909. Il regrette bien sûr ces violences, mais il les interprète comme un héritage de l'ancien régime hamidien, responsable des grands massacres de 1894-1896, et que la révolution jeune-turque a finalement balayé. Il conserve à cette dernière sa confiance dans sa volonté de mettre fin aux persécutions anti-arméniennes²³. Jean Jaurès voit les Jeunes-Turcs comme une chance unique pour l'Empire ottoman d'accomplir sa régénération. Intervenant brièvement au cours du débat du 17 mai 1909 à la Chambre des députés, il s'oppose à toute solution d'intervention militaire – incluant l'emploi des navires français qui ont été dirigés vers Mersin²⁴. Il demande que soit diligentée à la place une action diplomatique auprès de La Porte (le gouvernement ottoman) et que

23. « Les dépêches arrivées hier signalent un redoublement de menaces et de violences contre les Arméniens. Quand finira le martyre de ce peuple ? Et faut-il que même l'avènement de la liberté en Turquie ne suffise point à le protéger contre un fanatisme meurtrier. Nous ne ferons pas aux Jeunes-Turcs l'injure de supposer qu'ils peuvent rester une minute indifférents à ces tueries. Nous sommes sûrs, au contraire, qu'à travers toutes les difficultés qui les assaillent, ils auront comme premier souci d'empêcher le retour des abominables massacres qui ont déshonoré l'ancien régime. Nous faisons des vœux ardents pour que leur action soit efficace et prompte. Ce serait vraiment une triste chose si le plus horrible lambeau du régime ancien se prolongeait dans le régime nouveau pour le souiller et pour le corrompre » (Jean Longuet, « Massacres Arméniens », *L'Humanité*, 7 mai 1909).

24. « Je ne pense pas qu'une intervention armée puisse donner pour les Arméniens les avantages qu'y voit M. Cochin. Mais je dis qu'une politique plus ferme et plus claire à Constantinople s'impose » (Jean Jaurès, séance de la Chambre des députés, 17 mai 1909, cité par *Le Temps*, 18 mai 1909).

des instructions fermes soient adressées à l'ambassadeur français – trop lié selon lui à l'ancien pouvoir hamidien²⁵.

La position de Jean Jaurès sur les massacres d'Adana se situe à l'opposé de celle qui l'avait conduit à s'engager si nettement pour sauver les Arméniens en 1896. Le leader socialiste place la solidarité des mouvements progressistes au-dessus des impératifs d'humanité et de protection des minorités. Le fait que ces dernières soient, avec les massacres d'Adana, des communautés religieuses, pourrait même encourager Jean Jaurès à choisir la défense d'un régime qui incarne à ses yeux la marche de l'Empire vers un Etat laïc. Au-delà, c'est même l'avenir des peuples orientaux qui est posé, des peuples que l'Europe maintient sous des formes variées mais réelles de soumission et qui attendent leur libération. Pour la première fois depuis près d'un siècle, un grand pays musulman se trouve en position de rejeter l'impérialisme

25. « J'estime que c'est un malheur pour la France et la Turquie que la France ait été au cœur de cette redoutable crise trop représentée par des hommes qui avaient des attaches trop intimes avec le régime hamidien » (Jean Jaurès, *ibid.*).

européen, de s'arracher à la barbarie ancestrale, d'entrer dans la voie de la modernité. Les Jeunes-Turcs représentent ces démocrates dont Jean Jaurès espérait tant l'avènement en 1896. Il n'est donc pas concevable ni raisonnable de contrecarrer leurs efforts de libération par une mise en accusation dans l'affaire d'Adana, et cela d'autant plus que le partage des responsabilités ne lui semble pas clairement établi.

Jean Jaurès subit aussi les demandes pressantes de représentants jeunes-turcs l'appelant à ne pas interrompre la révolution en cours²⁶. La position du mouvement révolutionnaire arménien, qui s'est identifié à la cause jeune-turque, est bien plus critique. Les réserves du parti Daschnak (FRA), membre de la Deuxième Internationale depuis 1907, ne résistent pas à la nécessité de maintenir l'alliance avec le Comité Union et Progrès. Les Arméniens cèdent aux pressions. Au congrès de 1910 de l'Internationale socialiste, qui se tient à Copenhague, le rapport du parti

26. Cf. « Djavid Bey et le syndicalisme », *Mecheroutiette*, n°31, 1912. « Lettre à Monsieur Jaurès », *Mecheroutiette*, n° 43, 1913.

Daschnak souligne qu'en dépit des critiques, le nouveau régime doit continuer d'être reconnu comme « une délinquance, après l'enfer hamidien »²⁷. Lors de son intervention parlementaire du 17 mai 1909, ou dans ses articles sur la situation des mondes orientaux, Jean Jaurès reste muet sur les événements de 1894-1896 et sur son engagement de l'époque. Ces faits sont pour lui révolus avec la page nouvelle écrite par la révolution jeune-turque. Il y a pourtant, proches de Jean Jaurès, des socialistes et des intellectuels qui refusent de passer les massacres d'Adana par les pertes et profits de la cause révolutionnaire.

Ni la SFIO ni même *L'Humanité* ne parlent d'une même voix sur la question. Francis de Pressensé, président de la Ligue des droits de l'homme, mais aussi responsable de la rubrique internationale du quotidien de Jean Jaurès et

27. « Inutile de le dire, ce parlementarisme ottoman laisse beaucoup à désirer. C'est la prédominance de l'élément turc, c'est la presque dictature d'un Comité. Certes, le régime actuel est toujours une délinquance, après l'enfer hamidien ; un grand souffle de liberté passe sur ces régions ténébreuses, où naguère le sang coulait à flots. Mais au point de vue de la réforme fondamentale, l'œuvre de ce nouveau régime est pour l'instant insignifiante. Les nationalités non turques ne sont reconnues par la loi que comme des "communautés religieuses" » (cité par Jean-Marie Carzou, *Arménie 1915. Un génocide exemplaire*, Paris, Flammarion, 1975, p. 95).

actif défenseur de longue date de la cause arménienne, n'est visiblement pas en accord avec son directeur²⁸. C'est le cas aussi de Jean Longuet, rédacteur au journal et spécialiste des questions internationales au parti. Tous deux sont pourtant très proches, politiquement et personnellement, de Jean Jaurès. Dès l'avènement de la révolution, Jean Longuet s'était inquiété de la tentation du centralisme autoritaire et de ses conséquences sur la société pluriethnique et multilinguistique de l'Empire²⁹. Par soumission à la discipline du parti, il avait cependant accepté de suivre la position majoritaire. En tant que secrétaire de *Pro Armenia*, il avait même procédé en septembre 1908 à la suspension de la revue³⁰. Mais il reprend son indépendance à l'annonce des massacres d'avril 1909. Sous le titre « Les tueries d'Adana », il

28. Cf. Rémi Fabre, *Francis de Pressensé et la défense des droits de l'homme. Un intellectuel au combat*, Rennes, PUR, 2004.

29. Cf. « Un plan d'action. Les dangers du centralisme autoritaire », *L'Humanité*, 25 septembre 1908. Sur Jean Longuet, voir Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007.

30. Grâce à Pierre Quillard, Victor Bérard, Francis de Pressensé et Jean Longuet, la revue reparut le 10 décembre 1912, sous le titre nouveau de *Pour les peuples d'Orient*. Elle retrouva son titre initial en décembre 1913.

publie dans *L'Humanité* du 9 mai 1909 une relation implacable des violences ottomanes. Et il avertit solennellement le nouveau régime. « L'honneur et l'intérêt des Jeunes-Turcs exigent la cessation immédiate de ces horreurs, une répression sévère contre leurs auteurs, des secours efficaces pour les survivants pillés, ruinés, voués à la famine. Il est certain qu'ils ont déjà trop tardé à agir. Il n'a fallu rien moins que l'énergie de nos amis les députés arméniens Zohrab et Vartkès pour amener la Chambre ottomane à voter en principe la punition des coupables. [...] La moindre indulgence, la moindre faiblesse à l'égard de ces bandits serait de la complicité, qui placerait les maîtres de l'heure aussi bas que le Grand Assassin lui-même, dans l'opinion du monde civilisé. L'impunité des massacreurs d'il y a treize ans a seule permis le renouvellement actuel de leurs sinistres exploits. »³¹

Des parlementaires disposant d'un fort capital intellectuel se mobilisent, en conformité avec leurs engagements

31. Jean Longuet, « Les tueries d'Adana », *L'Humanité*, 9 mai 1909.

passés. Très impliqué en 1896 aux côtés de Jean Jaurès, le député conservateur Denys Cochin interpelle vigoureusement Stephen Pichon à l'ouverture du débat parlementaire du 17 mai 1909. Il mentionne explicitement le précédent des grands massacres hamidiens. Il critique l'usage dérisoire fait des navires français dans le sauvetage des survivants. Il demande qu'une mise en demeure définitive soit faite en direction de La Porte³². Il avertit le nouveau pouvoir qu'il doit « prouver sa volonté de suivre les règles de la civilisation »³³. Il conclut sur les pleines responsabilités de ce dernier dans les massacres d'Adana. Il finit par contraindre le ministre français des Affaires étrangères à s'engager dans une déclaration énergique en direction des Jeunes-Turcs. Mais Jean Jaurès n'est pas présent dans ce combat de 1909. La croyance dans la solidarité internationale des révolutionnaires et la menace de l'impérialisme européen l'amènent à renoncer à une

32. « Notre diplomatie doit agir plus franchement qu'elle n'a fait jusqu'ici, et pour empêcher que le nouveau régime ne se déshonore et ne se perde par des crimes comme ceux qui ont déshonoré et perdu l'ancien » (Denys Cochin, séance du 17 mai 1909 de la Chambre des députés, cité par *Le Temps*, 18 mai 1909).

33. *Ibid.*

compréhension critique de la réalité du pouvoir turc. Il infirme sa proclamation du 24 janvier 1898, quand il annonçait que « toutes les fois qu'il y a eu dans le monde des victimes de l'arbitraire, le parti socialiste a protesté ». Le doctrinaire l'a emporté là sur le démocrate. Jean Jaurès travaillait à la réalisation d'un but de paix et de justice – qui se révéla impossible –, celui d'arracher l'Europe à l'impérialisme afin de conjurer la marche vers la guerre. L'avènement du régime jeune-turc lui paraissait de nature à contrer cet engrenage de la guerre mondiale. En réalité, il y contribua et l'accompagna des horreurs insurmontables du génocide contre les Arméniens.

Les massacres arméniens commis dans et par l'Empire ottoman dominé par des engrenages de dictature, de nationalisme et de violence constituèrent bien une fêlure dans l'itinéraire républicain et socialiste de Jean Jaurès. En 1896, celui-ci rompait avec la soumission française aux intérêts impérialistes ; en cela, il affirmait – comme il le fera un an et quelques mois plus tard avec son engagement dans l'affaire Dreyfus – la dimension morale du

socialisme capable de se réformer, de s'arracher aux logiques de classes et d'idéologie. En 1909, Jean Jaurès rejetait cette ambition au profit d'une promesse d'avenir qui suspendait son jugement critique. La fêlure fut réelle. Elle ne donne que plus d'intérêt à l'étude de la biographie du personnage historique.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-012-0

© EDITIONS FONDATION JEAN JAURES
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achévé d'imprimer par l'imprimerie TORI
JANVIER 2011

Gilles Candar, Jean-Numa Ducange, Vincent Duclert,
Marion Fontaine, Emmanuel Jousse

Jaurès, du Tarn à l'Internationale

Fier d'être un homme du Midi, Jean Jaurès ne s'y enferme pas pour autant. Travaillant à Paris, il parcourt la France ; son socialisme parle aux mineurs du Nord comme aux paysans du Sud. Ses liens avec le SPD allemand ou le Labour britannique disent les espoirs et les difficultés d'une approche européenne du socialisme alors que le combat pour les Arméniens se confronte au souhait d'une démocratisation de l'Empire ottoman.

Des approches plurielles pour des questions d'aujourd'hui : du local à l'universel, comment agir utilement pour l'humanité ?

www.jean-jaures.org